

Les riches et la France rabougrie de l'envie

L'Observatoire des inégalités vient de publier son troisième Rapport sur les riches en France. Un bijou. Son objectif ? « Ouvrir enfin les yeux [des Français] sur la situation de notre pays ». Laquelle ? Les riches sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le prétend. Pourquoi ? Parce que le seuil de la richesse débute à deux salaires médians - 3 900 euros mensuels pour un célibataire - et que

se concentrer sur les 1% permet à « ces classes aisées [d'être] ainsi réunies avec le prolétariat ». Epiphanie !

Un attelage surprenant de rédacteurs (un étudiant en géographie, l'autrice d'une douzaine de livres de cuisine spécialisée dans l'alimentation durable et l'agriculture biologique, le directeur d'un café associatif et un sociologue spécialiste du travail des enfants et de l'édu-

cation) y révèle « des éléments jamais publiés sur les conditions de vie des riches, une classe qui vit dans des logements confortables là où elle le décide, se déplace comme elle le souhaite, accède à une panoplie de services et profite bien de ses loisirs ». Stupéfiant !

La farce serait à rire si elle n'était à pleurer. Car derrière cette vieille passion française pour l'égalitarisme (dans

la pauvreté) prospère à bas bruit le sentiment hideux de l'envie. Ce poison lent qui, sous couvert d'égalité des conditions, fait qu'on ne supporte pas que certains gagnent plus que d'autres, quand bien même il s'agirait du simple fruit de leur labeur.

Or que révèle une autre étude, autrement plus crédible, de Capgemini sur l'évolution du nombre de millionnaires

dans le monde ? Que la richesse héritée ne représente plus que 20% et que près des trois quarts (72%) des millionnaires y sont arrivés par leur travail. Et si on favorisait l'émulation par l'exemple des réussites professionnelles plutôt que de se complaire dans la voie facile du déniement et de l'envie ?

Raphaël Legendre
@LEGENRA

Les commémorations du Débarquement de 1944 sont l'occasion pour les pays occidentaux de réaffirmer leur alliance, sur fond de guerre en Ukraine et de menace d'une élection de Trump

D-Day : uni, l'Occident débarque en Normandie

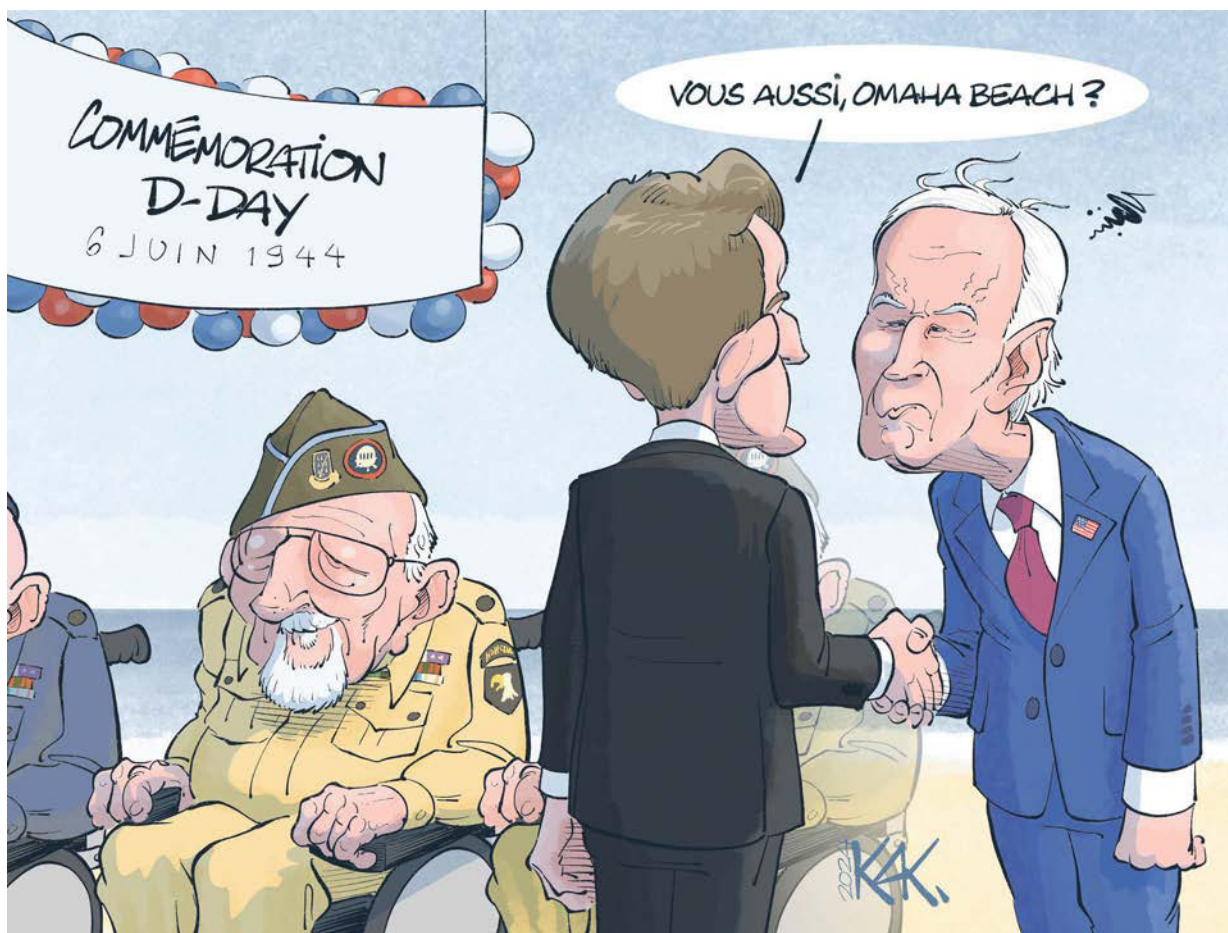
Tous ensemble

Le président américain Joe Biden est arrivé en France, mercredi matin, pour participer aux cérémonies commémorant le débarquement du 6 juin en Normandie. Il restera en France jusqu'à dimanche, après sa « visite d'Etat » samedi. De nombreux autres chefs d'Etat et de gouvernements occidentaux sont attendus en Normandie. La séquence mémorielle a été ouverte ce mercredi par Emmanuel Macron avec un déplacement à Plumelec, en Bretagne, pour y rendre hommage à la Résistance et aux parachutistes français SAS.

Jean-Dominique Merchet

UN SOLDAT AMÉRICAIN débarquant sur Omaha Beach au petit matin du 6 juin 1944 sous le feu ennemi : rien ne pourra jamais mieux représenter l'engagement des Etats-Unis dans la défense de la démocratie en Europe. Quatre-vingts ans plus tard, les commémorations du D-Day sont, une nouvelle fois, l'occasion de réaffirmer la solidarité atlantique et l'alliance des Occidentaux.

Quatre jours durant, de mercredi à samedi, aux côtés du président Biden et d'une cohorte de chefs d'Etat et de gouvernement alliés, Emmanuel Macron sera le grand maître des cérémonies, usant de la mémoire pour s'inscrire dans l'actualité. Celle des élections européennes mais, plus gravement, de la guerre d'Ukraine et des craintes d'un retrait américain du Vieux Continent, en particulier en cas de victoire de Donald



KAK

Trump. Avant d'atterrir à Paris pour une visite d'Etat, Joe Biden a accordé un entretien à *Time Magazine*, dans lequel il aborde la question. Il y raconte une scène du sommet du G7 de 2021, en Angleterre - le premier auquel il participait depuis son élection : « J'ai dit : bon, l'Amérique est de retour. Macron m'a regardé et a dit : Pour combien de temps ? »

Cette question taraude toujours les Européens, comme le président français

le disait, lors d'un discours à Bratislava en juin 2023 : « Nous ne pouvons déléguer notre sécurité collective aux choix des électeurs américains. »

Solidarité. Joe Biden se veut rassurant. « Le principal élément de la sécurité américaine, ce sont nos alliances », affirme-t-il dans *Time Magazine*. Sur l'Otan, il ajoute : « Nous avons l'alliance la plus forte de l'histoire » et « l'Otan est consi-

dérablement plus forte aujourd'hui que quand j'ai pris ma fonction ».

Les commémorations du Débarquement ouvrent une séquence diplomatique placée sous la réaffirmation de la solidarité occidentale. Le G7 se tiendra du 13 au 15 juin, dans les Pouilles, sous la présidence italienne ; le sommet pour la paix en Ukraine, en Suisse, les 15 et 16 juin, avant celui de l'Otan, du 9 au

Page 2

QR codes pour les JO : plus de 100 000 demandes... et combien de déçus ?

Laissez-passer

DEPUIS LE 13 MAI, il est possible de faire une demande de laissez-passer pour accéder aux périmètres de sécurité pendant la période olympique. On parle ici du fameux QR code, que d'aucuns jugent comme une atteinte aux libertés individuelles et pour lequel la Cnil a émis des observations, notamment sur la durée de conservation des données, tout en reconnaissant la légitimité du dispositif.

Plus de trois semaines après la mise en route du site pass-jeux.gouv.fr, on en

sait enfin un peu plus sur son succès. Interrogée par l'Opinion, la préfecture de police de Paris explique qu'à ce jour « environ 110 000 demandes ont été déposées sur la plateforme ». La « grande

majorité » d'entre elles concerne l'accès piéton au « périmètre gris » (aussi appelé périmètre organisateur) mis en place pour la cérémonie d'ouverture et même huit jours avant, soit du 18 au 26 juillet. Et

pour cause : les demandes de dérogation pour pouvoir accéder aux « périmètres rouges » mis en place autour des sites de compétition pendant la durée des Jeux olympiques puis paralympiques ne sont possibles que depuis le 31 mai.

Dans le détail, la majorité des demandes (environ 60 %) ont été effectuées dans la catégorie résidents et environ 30 % dans celle concernant les travailleurs.

Attention, toutefois, parmi les 110 000 personnes ayant fait une demande, nombreux devraient être déçus. La préfecture indique en effet qu'« une

part importante des demandes n'ouvre pas droit à la délivrance d'un Pass jeux, car le motif dérogatoire renseigné n'est pas légitime ou l'adresse indiquée n'est pas située dans le périmètre réglementé. » Il faut dire qu'il n'est pas toujours évident de savoir si l'on est soi-même concerné par les restrictions de circulation : impossible par exemple de zoomer en détail sur les cartes des périmètres fournies par l'exécutif.

Les premiers Pass Jeux seront délivrés à partir de la semaine prochaine.

Jon Elizalde
@Jon_Elizalde

Emmanuel Macron peine à éteindre le volcan calédonien

La sortie de crise passera probablement par un abandon du dégel du corps électoral, après les européennes Page 3

Inde : Modi perd sa toute-puissance



SIPA PRESS

Contre toute attente, le BJP a perdu la majorité au Parlement, créant une situation inédite pour le Premier ministre sortant, Narendra Modi, qui sera reconduit pour un troisième mandat consécutif mais se voit forcé de mettre en place un gouvernement de coalition.

Page 7

Fin de vie : le débat ne prend pas auprès des Français

L'opinion publique n'est pas mobilisée. Elle est favorable à « l'aide à mourir » mais ne veut pas en entendre parler Page 4

Assurance-chômage : le groupe Liot s'attaque à la réforme

En s'abstenant sur la proposition de loi Liot passée en commission mercredi, LR met un coup de pression sur l'exécutif Page 4

D-Day : uni, l’Occident débarque en Normandie

|| | **Suite de la page 1**

11 juillet à Washington. Enfin, les dirigeants européens, au-delà de la seule UE, se retrouveront le 17 juillet en Angleterre, pour une réunion de la Communauté politique européenne.

En Normandie, la plupart des dirigeants occidentaux seront présents : monarques et présidents, chefs de gouvernements ou autres représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni, d’Allemagne, d’Italie, de Pologne, de Tchéquie, de Slovaquie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Danemark, de Grèce, de Norvège, du Canada, d’Australie et de Nouvelle-Zélande. L’Ouest s’y montrera uni, mais seul. Aucun grand responsable du Sud ne sera là. De fait, l’occasion historique ne s’y prêtait pas, car, contrairement au Débarquement de Provence ou à d’autres grandes batailles des deux guerres mondiales, il n’y avait pas de troupes coloniales engagées en Normandie.

« **Juste combat** ». En revanche, un absent - Vladimir Poutine - et un invité - Volodymyr Zelenski - témoignent de la guerre en cours sur le sol européen. « La Russie n’a pas été invitée. Les conditions pour sa participation ne sont pas réunies, compte tenu de la guerre d’agression lancée en 2022, qui n’a fait que croître depuis ces dernières semaines », fait-on valoir à l’Elysée. En 2014, le président russe était présent lors du 70^e anniversaire : François Hollande en avait alors profité, avec Angela Merkel, pour faire un joli

En normandie, l’Ouest se montrera uni, mais seul. Aucun grand responsable du Sud ne sera là

coup diplomatique, aboutissant à un cessez-le-feu (relatif) dans le Donbass et à l’ouverture de discussions entre Moscou et Kiev.

Ce « format Normandie » a finalement sombré corps et biens lors de l’attaque russe de février 2022. Cette année, l’Ukraine sera seule présente, avec son président, « non pas au nom d’une lecture du passé, mais au regard de la résonance historique du débarquement avec le juste combat que mène aujourd’hui la nation ukrainienne », entend-on à l’Elysée.

Ce « juste combat », Emmanuel Macron ne manquera pas de le soutenir. Après ses déclarations sur les « troupes au sol » et l’autorisation donnée à Kiev de tirer des missiles français sur le sol russe, il est toujours question de l’envoi d’instructeurs militaires français en Ukraine, aux côtés d’autres alliés européens. Il s’agit d’une demande forte de l’Ukraine, en particulier pour réduire la durée des formations. Toutefois, les discussions n’avaient pas abouti à la veille des cérémonies et il ne devrait pas y avoir d’annonce présidentielle dans l’immédiat. On évoque quelques centaines d’hommes, qui ne



SIPA PRESS

Joe Biden débarquant de son avion à l’aéroport d’Orly, mercredi.

participeront pas au combat, mais à l’instruction des militaires ukrainiens, par exemple dans le domaine du déminage ou de la maintenance des équipements.

Environ 10 000 soldats ukrainiens ont déjà été formés par l’armée française, en France et en Pologne. Le faire en Ukraine même serait un geste politique fort et Moscou ne cache pas son mécontentement, menaçant de s’en prendre aux militaires français. Peu d’alliés sont disposés à assumer un tel risque, mais plusieurs pays pourraient se joindre à la France, notamment les Britanniques ou les Baltes.

Inviter l’Ukraine, comme le fait Emmanuel Macron, c’est intégrer symboliquement ce pays à la famille occidentale, au nom de valeurs démocratiques communes. Le même raisonnement avait prévalu quand Jacques Chirac avait convié le chancelier allemand Gerhard Schroeder en 2004. En 1944, l’Allemagne était l’ennemie - mais soixante ans plus tard, il était temps de l’accepter « de notre côté », au nom de la réconciliation, de la paix et de l’Europe.

Comme l’explique l’historien Benjamin Massieu dans l’Opinion, les commémorations du D-Day ont toujours eu une forte dimension politique. Depuis 1984, avec l’invitation de Ronald Reagan par François Mitterrand, elles traduisent l’ancrage de la France dans l’alliance occidentale, en particulier aux côtés des Etats-Unis. A contrario, c’est la raison pour laquelle le général De Gaulle refusait la mise en scène mémorielle du Débarquement, contraire à sa politique d’indépendance nationale vis-à-vis de Washington.

En 2024, même si Emmanuel Macron aspire à la souveraineté européenne et à l’autonomie stratégique du continent, nous n’en sommes plus là. L’Amérique est notre amie et nous avons besoin d’elle : ce sera le message délivré, en images, sur les plages de Normandie.

@jdomerchet

Emmanuel Macron veut tirer parti d’une « atmosphère »

DERNIÈRE CARTOUCHE. Avec les commémorations du 80^e anniversaire du débarquement de Normandie, Emmanuel Macron se lance dans une « pérégrination mémorielle » dont il espère tirer bénéfice avant les élections européennes. Trois jours durant, le Président va arpenter les hauts lieux du Débarquement pour « un chemin de mémoire, d’histoire et d’espoir », entouré de 25 chefs d’Etat, dont le président américain Joe Biden, le roi d’Angleterre Charles III et le président ukrainien Volodymyr Zelenski.

Plumelec, Saint-Lô, Caen, Vers-sur-mer, Colleville-sur-mer, Omaha Beach... les cérémonies s’achèveront vendredi avec un discours du chef de l’Etat à Bayeux, « en écho à celui réalisé au même endroit par le général de Gaulle en 1946 », indique-t-on à l’Elysée. « Cela crée une atmosphère », glisse-t-on dans l’entourage d’Emmanuel Macron. Pour évoquer notamment la montée des populismes avant la seconde guerre mondiale et le régime nazi. Ce dont Emmanuel Macron ne compte pas se priver lors de l’interview télévisée qu’il accordera jeudi soir pour parler du débarquement, mais aussi pour glisser quelques derniers messages avant les élections européennes.

« **Fiertés françaises** ». Pour quel bénéfice ? Au sein de l’exécutif, les avis sont partagés. Inamovible autour de 32% dans les sondages depuis le début de la campagne, le RN semble promis à une très large victoire. Si bien que pour Renaissance, qui stagne autour de 15%, l’enjeu du scrutin ne consiste plus désormais qu’à

réduire l’écart avec la liste de Jordan Bardella. « Certains pensent que cette séquence internationale, très forte, nous permettra de prendre un ou deux points, raconte-t-on dans l’entourage d’un ministre de premier rang. C’est un moment important pour faire passer les derniers messages politiques ».

Ailleurs, on se montre un peu moins optimiste, considérant que le match est déjà plié. « Ces commémorations sont un moment important pour le pays, mais ça ne modifiera pas beaucoup les résultats, tranche un ministre expérimenté. Penser cela, c’est se tromper sur les ressorts du vote. Les Français veulent exprimer une colère, ils vont l’exprimer. »

Pour Emmanuel Macron, l’enjeu des commémorations du Débarquement s’inscrit de toute façon au-delà de l’échéance européenne. Il s’agit de réussir le premier des quatre rendez-vous censés faire de 2024 l’année des « fiertés françaises ». Quatre moments forts qui vont exposer le pays au regard du monde, avec le chef de l’Etat en première ligne. Après les plages de Normandie, direction Paris et les Jeux olympiques et paralympiques. En octobre, ce sera ensuite le XIX^e sommet de la francophonie, à Villers-Cotterêts, dans le château qu’Emmanuel Macron a fait rénover. Enfin, en décembre, la réouverture de Notre-Dame de Paris, cinq ans après l’incendie qui l’avait ravagée, dans les délais promis par le chef de l’Etat et jugés alors intenables. Les élections européennes seront loin derrière.

François Xavier-Bourmaud
@fxbourmaud

« Comment s’est construite la mémoire française du 6-Juin »

JEUNE HISTORIEN NORMAND, **Benjamin Massieu** est un spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, en particulier de la participation française au Débarquement du 6 juin 1944.

Le Débarquement du 6 juin 1944 est aujourd’hui un événement mémoriel de première importance. Mais que peut-on dire de l’histoire de cette mémoire ?

Pendant longtemps, il n’y a pas eu de mémoire française du Débarquement, sauf très localement en Normandie. Les choses ont changé à partir des années 1980, lors du 40^e anniversaire. Juste après la guerre, les différentes mémoires ont d’abord disparu, parce que les gens avaient d’autres préoccupations, liées à la reconstruction. La mémoire de la guerre a commencé à se structurer dans les années 1960, après le retour du général de Gaulle, mais il a fait le choix de ne pas mettre en avant le D-Day. Il voulait au contraire s’appuyer sur les moments où la France avait le premier rôle : le débarquement de Provence, la libération de Paris et de Strasbourg, Bir Hakeim, Koufra, Jean Moulin, etc. Au moment où le fondateur de la V^e République réaffirmait l’indépendance nationale, refusait l’entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne et sortait du commandement intégré de l’Otan, il insistait sur le fait que la France s’était libéré par elle-même et n’avait pas besoin qu’on vienne la sauver. Il n’allait pas dire merci à ceux - les Américains - dont il voulait se passer... D’autant que de Gaulle, qui avait été mis de côté par les Alliés dans la préparation du Débarquement, savait parfaitement que la participation française au 6 juin était militairement anecdotique.

Anecdotique ?

Au total, j’ai calculé que 3 051 Français avaient participé au D-Day, sur terre, avec les 177 hommes du commando Kieffer et les parachutistes SAS en Bretagne, mais aussi dans les airs et sur mer. Il faut rapporter ce chiffre aux 150 000 hommes, Américains, Britanniques et Canadiens, débarqués dans la journée du 6 juin, sans compter leurs marins et leurs aviateurs... Fin 1943, de Gaulle et le Comité français de libération nationale avaient demandé aux Alliés une participation plus importante : deux divisions, deux bataillons parachutistes et sept groupes d’aviation. Les Alliés ont refusé, pour plusieurs raisons. D’abord, ils ne faisaient pas confiance aux Français pour conserver le secret des opérations. Ensuite, il aurait fallu aller chercher les divisions françaises en Italie et en Afrique du Nord, et les Alliés manquaient de navires pour le faire. Les Français étaient prévus pour le débarquement de Provence en août et les Alliés ne voulaient pas bouleverser leurs plans. Enfin, il y a un motif moins avouable, raciste : les unités françaises avaient dans leur rang plus de 50% d’« indigènes » et ils n’étaient pas les bienvenus sur le sol britannique. La seule grande unité française engagée dans la bataille de Normandie - la 2^e DB du général Leclerc - était la plus « blanche » et elle n’est arrivée en France que le 1^{er} août, pour participer à la libération de Paris.

Il a donc fallu attendre les années 1980 pour que la mémoire du Débarquement prenne une tout autre dimension. Comment cela s’est-il passé ?

En 1984, pour le 40^e anniversaire, François Mitterrand organise une grande cérémonie sur les plages. Ronald Reagan et la reine d’Angleterre sont présents, mais pas les Allemands. C’est



SIPA PRESS

Jake Larson, vétéran de la Seconde Guerre mondiale, au cimetière américain de Normandie de Colleville-sur-Mer, le 4 juin.

encore la guerre froide et François Mitterrand, qui avait inquiété les Alliés en nommant des ministres communistes, veut montrer qu’il est du bon côté, avec Reagan et Thatcher. En 2004, au 60^e anniversaire, Jacques Chirac invite pour la première fois l’Allemagne en la personne du chancelier Schröder. C’est une manière de réintégrer symboliquement l’Allemagne en Occident, au nom de la liberté de l’Europe et de la paix.

Qu’en est-il des Russes, alors que Vladimir Poutine était invité en 2014, mais qu’il ne l’est pas cette année, contrairement au président ukrainien Volodymyr Zelensky ?

Vladimir Poutine veut récupérer la mémoire soviétique au profit de la Russie. Mais l’Ukraine, ancienne république soviétique, peut tout autant se réclamer de la victoire contre le nazisme. Zelensky est aujourd’hui invité « au nom du juste combat que mène la nation ukrainienne », explique l’Elysée. Sur l’URSS, il y a eu un vrai changement de perception dans l’opinion française : en 1945, lorsque l’Ifop interroge les Français pour savoir quelle nation a le plus

« En 1945, lorsque l’Ifop interroge les Français pour savoir quelle nation a le plus contribué à la victoire, ils répondaient l’URSS à 57 %. En 2015, ce sont les Etats-Unis à 54 %... »

contribué à la victoire, ils répondaient l’URSS à 57%. En 2015, ce sont les Etats-Unis à 54%... Les perceptions changent. On voit aussi combien les Britanniques sont souvent oubliés : le D-Day est devenu une mémoire américaine. Même chose pour les Français, on célèbre les 177 hommes du commando Kieffer, mais qui se souvient des 227 aviateurs français engagés ce jour-là et qui ont eu quatre morts ? Ou des parachutistes SAS français largués sur la Bretagne dans la nuit du 5 au 6 juin pour encadrer la Résistance et empêcher les troupes allemandes de se porter rapidement en Normandie ? Pour la première fois, un président de la République se rendra cette année à Plumelec (Morbihan) pour rendre hommage à ces résistants et aux SAS.

Comme vous l’expliquez, le contexte politique joue dans l’évolution de la mémoire et des représentations. N’existe-t-il pas d’autres facteurs plus culturels pour comprendre le « mythe du sauveur américain » ?

Oui, les films comme *Le jour le plus long* en 1962 ou *Il faut sauver le soldat Ryan* en 1998 ont contribué à cette évolution, deux productions américaines, comme la série *Band of brothers*. On peut penser également à la chanson de Michel Sardou *Les Ricains* (1967) et aux jeux vidéo comme *Call of Duty*. Il faut aussi que cette mémoire soit incarnée par des personnalités... disponibles pour les médias. Cela a été le cas du commandant Kieffer, qui a publié son livre dès 1948, puis à des vétérans comme Léon Gautier, disparu l’an dernier. En revanche, d’autres unités, comme les SAS, sont restées volontairement dans l’ombre. A cet égard, les commémorations jouent un rôle important. Au-delà des cérémonies, elles sont un temps médiatique extrêmement fort. Il suffit de regarder la télévision ou de se rendre chez un marchand de journaux pour le constater.

Ce 80^e anniversaire est sans doute la dernière grande commémoration à laquelle participent les vétérans du D-Day, dont les derniers ont tous autour de 100 ans. Est-ce que cela va changer la donne pour les prochains ?

Je n’en suis pas certain. Certes, on ne pourra plus se contenter de tendre le micro aux vétérans et des choses bougeront, comme on l’avait déjà noté en 2014, lors du 70^e anniversaire, avec la meilleure prise en compte de la mémoire des civils normands, dont 20 000 auraient été tués en 1944. D’une manière générale, 2024 ne sera sans doute pas un tournant mémoriel. D’abord parce que nous serons toujours dans la même alliance occidentale, avec les Américains, mais aussi parce que la Seconde Guerre mondiale - dont la bataille de Normandie - restera le dernier conflit à s’être déroulé sur le sol français.

Interview J.-D.M.

Alors que la situation demeure très crispée, la sortie de crise passera probablement par un abandon du dégel du corps électoral

Le chef de l’Etat face au volcan calédonien

Explosif

Au 31 mai, il y avait eu 644 interpellations, avec 48 mandats de dépôts et 29 peines de prison ferme. A l’aéroport de la Tontouta, les vols reprennent progressivement depuis le 5 juin.

Corinne Lhaïk

LE 24 MAI À NOUMÉA, Emmanuel Macron propose une issue à la crise qui secoue l’archipel depuis dix jours : que les forces politiques trouvent un accord global pour éviter le seul dégel du corps électoral, sujet à l’origine des violences. Il se donne un mois pour dresser un bilan d’étape. Si le calme est revenu et si la volonté de dialogue est réelle de part et d’autre, le processus pourra continuer. Quinze jours plus tard, aucun de ces objectifs n’est atteint, vu la situation sécuritaire, économique et politique. On peut espérer une amélioration dans les quinze prochains jours, mais on peut aussi en douter.

Le calme est loin d’être revenu, les barages se reconstituent après avoir été démantelés par les forces de l’ordre. On y trouve parfois des bonbonnes de gaz. Un gendarme a été blessé après être tombé dans un piège : la plaque d’une bouche d’égout a été enlevée et remplacée par les branchages. Au fond, des pieux de ferraille ont été positionnés. Selon la chaîne de télévision Nouvelle-Calédonie 1ère, un jeune policier kanak a été agressé sur des barricades érigées par des riverains à Nouméa. La vie quotidienne est toujours difficile et dangereuse.

Empêtrés. Les trois principaux acteurs de cette tragédie sont empêtrés dans leurs contradictions ou leurs divisions. Emmanuel Macron a affirmé ne pas vouloir passer en force, puis il a évoqué un référendum national permettant l’adoption de la réforme maudite. Les indépendantistes sont divisés, et leurs responsables ne sont plus écoutés du terrain. Les loyalistes sont souvent discrédités aux yeux de la population pour s’être montrés trop sûrs d’eux.

A Nouméa, Emmanuel Macron avait installé deux missions. L’une dite de « médiation et de travail », conduite par trois hauts fonctionnaires, Rémi Bastille, Frédéric Potier et Eric Thiers. L’autre consacrée à la reconstruc-

L’énergie déployée paraît démesurée par rapport aux événements, mais la crainte est celle d’une invalidation de l’ensemble du scrutin européen si l’Etat ne faisait pas tout ce qui est en son pouvoir pour que les Calédoniens puissent s’exprimer

tion économique menée par Anthony Requin. Les premiers devaient rester dix jours. Ils sont de retour dans l’Hexagone. Ils repartiront probablement en Nouvelle-Calédonie après le congrès du FLNKS convoqué pour le 15 juin, à la demande des membres les plus durs de cette organisation. Mais l’évènement le plus marquant de la vie politique locale se tient ce week-end, le samedi 8 juin : il s’agit du comité directeur de l’Union calédonienne, l’un des principaux mouvements au sein du FLNKS.

En fait, chaque organisation indépendantiste est débordée. « Le FLNKS ne maîtrise pas l’Union calédonienne. L’Union calédonienne ne maîtrise pas la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) qu’elle a pourtant créée. Et la CCAT ne maîtrise pas les jeunes qu’elle a enrôlés sur le terrain », décrit Aude Luquet, députée Modem, que des attaches familiales relient en permanence à l’archipel.

Sur le terrain, les forces de l’ordre sont de plus en plus présentes. Cinq escadrons supplémentaires viennent d’être envoyés, ce qui porte leur total à 35. Des renforts d’enquêteurs de police judiciaire ont été dépêchés. Une quinzaine de Centaure (véhicules blindés) sont prévus. Ils avaient été utilisés lors des émeutes de la fin juin 2023, dans l’Hexagone.



SIPA PRESS

Une scène d’émeute, dans le quartier de la Vallée-du-Tir, à **Nouméa**, le 17 mai.

Ces mesures sont notamment justifiées par la volonté de l’exécutif de garantir la tenue des élections européennes, le 9 juin. L’énergie déployée paraît démesurée par rapport aux événements en cours, mais la crainte est celle d’une invalidation de l’ensemble du scrutin si l’Etat ne faisait pas tout ce qui est en son pouvoir pour que les Calédoniens puissent s’exprimer. Ils représentent 0,4% de la population française. Le 1^{er} juin, un avion a acheminé le matériel électoral. Sur les 297 bureaux de vote, il est difficile de savoir combien seront ouverts dimanche prochain. Des barages pourraient se dresser pour l’occasion. A l’intérieur des terres, les barrières ne seront pas physiques, mais politiques. L’Union calédonienne vient de publier un communiqué pour alerter « sur le fait que les conditions ne sont pas réunies pour que les élections européennes se tiennent normalement. Les maires apprécieront les situations locales en toute responsabilité. » Leur appréciation ne laisse pas de doute. En 2019, le taux de participation s’élevait à 19,2% seulement. Le chiffre devrait être encore plus faible pour ce cru.

Bonbonne. Emmanuel Macron s’agace de ces désordres. La CCAT, qui pratique la violence et ne jure que par l’indépendance, refusant d’aborder la problématique d’un accord global, est particulièrement visée. Son responsable Christian Tein, qu’Emmanuel Macron a rencontré lors de son déplacement en Nouvelle-Calédonie, a fait l’objet d’une assignation à résidence, levée un temps pour permettre la rencontre. L’exécutif ne détesterait pas que le Parquet national antiterroriste se saisisse des faits et gestes de cette organisation et de ses principaux dirigeants : l’installation de pièges, l’explosion d’une bonbonne de gaz pourraient relever de la qualification terroriste.

Dans un message sur X, Virigine Ruffenach, loyaliste (Le Rassemblement-LR) écrit : « 3 semaines de chaos en #NouvelleCalédonie [...] et impunité envers les terroristes de la #CCAT qui sont toujours en liberté ! Que fait l’Etat pour qu’ils soient arrêtés et cessent de terroriser les Calédoniens ? »

Dans cet océan de pessimisme, une petite lueur d’espoir s’allume : le FLNKS a écrit une lettre au Président pour lui demander de renoncer clairement à son projet de dégel du corps électoral. Ils affirment qu’ils ont du mal à convaincre les militants de cesser les barrages, car les propos d’Emmanuel Macron manquent de clarté. Le chef de l’Etat a promis de ne pas passer en force ? Ils veulent des garanties. Qu’Emmanuel Macron assure qu’il ne convoquera pas le Congrès de Versailles et qu’il abandonnera, par conséquent, la réforme constitutionnelle. Cette solution est d’ailleurs avancée par la plupart des observateurs de la chose calédonienne : elle est le présupposé à toute évolution du conflit. Emmanuel Macron, qui cherche une sortie par le haut de crise, pourra-t-il considérer favorablement cette issue ? Dans tous les cas, on imagine mal qu’il prenne une décision avant le résultat des élections européennes.

@clhaik

Depuis 2022, le Président a suivi à plusieurs reprises le même schéma : absorption d’un choc-immobilisme-nouveau départ

La macronie craint de revivre une phase de « stop and go »

L’après 9 juin

Quelques responsables de la majorité, dont la présidente de l’Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, et le président du MoDem, François Bayrou, ont dit espérer une réponse politique après le 9 juin. **Le chef de l’Etat estime, lui, que les leçons devront être européennes.**

Matthieu Deprieck

ET SI LE MÊME SCÉNARIO se jouait une nouvelle fois après le 9 juin ? Et si Emmanuel Macron choisissait de temporiser jusqu’aux JO avant de tirer les leçons des élections européennes ? La majorité ne sait rien de ce qui passe dans la tête du Président, mais qu’elle songe au statu quo plutôt qu’au remaniement, à la coalition ou à la dissolution, illustre à quel point les deux premières années de ce quinquennat pèsent sur la macronie.

Comme un flipper qui, trop secoué, se fige sur un tilt, Emmanuel Macron a pris l’habitude d’avancer par des « stop and go » : un choc, une phase d’immobilisme puis un redémarrage. Ce fut le cas entre sa réélection et les élections législatives en mai et juin 2022. Pendant cent jours, il avait disparu. De nombreux députés y voient la cause de la majorité relative dans laquelle ils pataugent aujourd’hui. En mars 2023, rebelote. La difficile adoption de la réforme des retraites accouche d’abord d’une période de flottement puis du lancement des « cent jours d’action ». Fin juin 2023, des émeutes urbaines secouent le pouvoir. Un mois plus tard,

La coalition n’est pas l’unique solution, mais les autres ont déjà été utilisées

Emmanuel Macron annonce pour la rentrée de septembre une « initiative politique d’ampleur ». Ce sera les Rencontres de Saint-Denis. En décembre 2023, la loi « immigration » connaît le même douloureux accouchement. Le changement de Premier ministre prendra plusieurs jours ; la nomination d’un gouvernement complet s’étirera sur un mois.

« Ce fonctionnement est structurel chez lui. Sa stratégie, c’est de laisser la poussière retomber. Quoi qu’il arrive le 9 juin, il y aura une phase d’attente. Il ira dans sa résidence de la Lanterne, il mettra en scène sa réflexion et cela ne débouchera sur rien dans l’immédiat », anticipe un député qui l’accompagne depuis 2016.

« **Lézardes** ». La perspective d’un énième moment de flottement inquiète la macronie. Un député Renaissance ne sait plus quelle image convoquer pour souligner le moment sensible qui l’attend : « A chaque temps mort, la majorité est plus difficile à recoudre, les pièces du puzzle sont plus difficiles à recoller, les lézardes du mur s’agrandissent. » Une conseillère ministérielle partage cette crainte : « C’est la vie politique hors crise depuis deux ans. Et c’est dans ces périodes-là que les crocs sortent. »

Cette fois-ci, c’est du sérieux. A la publication des résultats des élections européennes, les élus de la majorité présidentielle s’envolent comme une nuée de moineaux, certains vers les municipales de 2026, d’autres vers la présidence du parti Renaissance, tous vers la présidentielle de 2027. L’unité de la majorité

en souffrira. Déjà, la déclaration de la porte-parole, Maud Bregeon, sur le lien entre immigration et délinquance a révélé la profonde fracture entre les ailes droite et gauche. « Dans la boucle de l’aile gauche, on parlait d’une collègue comme on évoquerait une députée de l’opposition », observe un parlementaire.

La pression sur les épaules présidentielles est grande. Les appels à agir et à réagir se succèdent. Et si le chef de l’Etat parvient à anethésier ses plus proches soutiens, il restera toujours les partenaires de la majorité à dompter, MoDem et Horizons. Le parti d’Edouard Philippe garde le silence, mais un de ses responsables souligne la responsabilité de Renaissance et du chef de l’Etat dans le résultat à venir. « Avec un RN à plus de 30%, la pire réponse serait de ne pas répondre », juge de son côté une députée MoDem.

Impasse. Les macronistes se hissent sur la pointe des pieds pour voir ce qui trame derrière les hauts murs de l’Elysée. Et puisqu’ils ne devinent aucune agitation, ils s’inquiètent. « Une coalition avec Les Républicains, c’est le traité de Rome de 1957 à écrire. Il faut négocier énormément de choses. Or, il n’y a aucune organisation pour cela. Le jour où Emmanuel Macron souhaiterait engager des discussions avec les LR, il les ouvrirait moins bien préparé que Bruno Retailleau », craint le député macroniste depuis toujours, cité plus haut.

La coalition n’est pas l’unique solution, mais les autres ont déjà été utilisées. « Le lundi 10 juin, on se réveillera en pensant qu’il n’aurait pas fallu remanier en janvier, mais aujourd’hui », glisse ce parlementaire. Le remaniement a perdu de son effet de surprise. L’initiative politique, aussi, depuis l’échec des Rencontres de Saint-Denis. Les macronistes sont dans une impasse et les issues de secours se referment les unes après les autres.

Il reste la dissolution. Si Emmanuel Macron ne veut pas en arriver là, il peut encore sortir une idée de son chapeau dans les jours suivants la défaite attendue le 9 juin. Il peut aussi attendre que l’Euro de football débute le 14 juin, puis dans la foulée, les Jeux olympiques.

@mdeprieck



SIPA PRESS

Comment **Emmanuel Macron** rebondira-t-il à l’issue du scrutin européen de dimanche ? Même dans son camp, l’incertitude persiste.

Justice. Les casseroles d’Eric Piolle, le maire de Grenoble

ERIC PIOLLE, LE MAIRE DE GRENOBLE, aurait contraint, selon le Canard Enchaîné, l’un de ses plus fidèles collaborateurs, Enzo Lesourt, à effectuer des versements mensuels en liquide à sa première adjointe, Elisa Martin, partenaire historique de Jean-Luc Mélenchon depuis l’époque du Parti de gauche, aujourd’hui députée LFI de l’Isère. L’hebdomadaire satirique livre les détails de ce montage secret. En janvier 2016, Enzo Lesourt se voit accorder une augmentation faisant passer son salaire de 3 000 à 3 600 euros nets par mois. « Tu rétrocèdes 400 euros en cash tous les mois à Elisa Martin », aurait enjoint le maire écolo-

giste à son subordonné. Pourquoi avoir pris de tels risques pour Elisa Martin, alors adjointe LFI au maire de Grenoble ? Celle-ci avait dû abandonner son mandat de conseillère régionale lorsqu’elle a été élue à la ville en 2014 en vertu des engagements de campagne d’Eric Piolle sur le cumul des mandats. Le conseiller spécial d’Eric Piolle aurait versé un total de 16 800 euros en petites coupures à cette dernière. Au vu des premiers éléments du dossier, le procureur de la République de Grenoble a ouvert une enquête pour « concussion » et « recel de délit » visant les trois protagonistes grenoblois.

L'examen du projet de loi, à l'Assemblée depuis le 27 mai, ne mobilise pas l'opinion publique. Si nombreux se disent favorables à « l'aide à mourir », ils ne veulent pas en entendre parler

Fin de vie : pourquoi le débat ne prend pas auprès des Français

Angle mort

Le projet de loi est examiné en séance publique à l'Assemblée nationale depuis le 27 mai. **Les députés se penchent depuis mardi sur le sujet polémique de la définition de l'aide à mourir.**

Marie-Amélie Lombard-Latune

AVEC CE PROJET DE LOI, « on regarde la mort en face », assurait mi-mars 2024 le président de la République dans une interview à *La Croix* et *Libération*. Les Français semblent plutôt se boucher les yeux et les oreilles. Ses partisans vantent « la grande réforme sociétale de l'ère Macron ». Ses adversaires dénoncent « une rupture anthropologique aux conséquences vertigineuses ». Le débat sur la fin de vie a suscité moins de 100 000 messages postés sur les réseaux sociaux depuis quinze jours selon Véronique Reille-Soult, présidente de Backbone consulting. Un flop.

Antis comme pros de l'« aide à mourir » en sont presque à regretter les empoignades de 2013 sur le mariage homosexuel, les troupes de la Manif pour tous défilant par centaines de milliers en janvier 2013, et les harangues de Frigide Barjot.

« C'est révélateur d'une tendance de fond dans le débat public : soit l'hyper conflictualité, soit l'apathie », constate Laurence de Nervaux, directrice du think tank Destin commun. Passons vite sur le calendrier retenu par le gouvernement : un texte, censé plaire à la gauche, débattu en pleine campagne pour les européennes. Les préoccupations sont ailleurs et, les sondeurs le prédisent, « l'aide à mourir » n'aura aucun impact électoral.

Comment expliquer que le sujet suscite aussi peu d'intérêt ?

Circonstances. Des questions de circonstance d'abord. Christiane Taubira incarnait le Mariage pour tous, se plaisait à attirer la foudre. L'actuelle ministre de la Santé, Catherine Vautrin, a pris le dossier en cours de route, en janvier 2024, et doit assumer avoir « changé d'avis », en vingt ans. Les Eglises expriment leur opposition, les soins palliatifs défendent l'accompagnement des malades « jusqu'au bout », des grandes consciences s'expriment. Mais aucune

figure - qu'elle soit pro ou anti légalisation - ne se détache, identifiée comme étant LA voix sur la fin de vie sur les plateaux de télévision.

Chez Les Républicains comme au Rassemblement national, personne ne veut être réduit au rôle de M. ou Mme anti-euthanasie tant les risques de se couper de son électorat, partagé sur le sujet, est présent. La leçon de leaders, UMP alors, ringardisés par leur défilé sous les banderoles « Un papa, une maman », a porté. Sans compter que la capacité de mobilisation de la droite conservatrice s'est érodée en dix ans.

Cette atonie du débat public s'explique aussi par des causes plus profondes. « Il existe un consensus implicite sur le fond pour qu'on

« Délicat d'engager la conversation en fin d'un repas de famille par cette question : “Et toi, papy, tu es pour ?” »



SIPA PRESS

La ministre de la Santé, **Catherine Vautrin**, le 27 mai, à la tribune de l'Assemblée nationale.

avance sur un sujet qui paraît circonscrit, qui mature depuis longtemps et que le gouvernement a construit, notamment avec la Convention citoyenne », analyse le philosophe Frédéric Worms, directeur de Normale Sup (ENS) et membre du Comité consultatif national d'éthique. Cette absence de polémique ne durera, selon lui, que si le parcours législatif du texte aboutit à « un résultat raisonnable ».

Que son équilibre soit menacé, comme l'a regretté le gouvernement après son passage en commission spéciale, et le consensus pourrait vite se fissurer. « Le propre des lois bioéthiques est d'être bâti sur des verrous, des garde-fous. Qu'ils sautent et la confiance des citoyens dans la loi saute aussi », ajoute Frédéric Worms.

Le discrédit général de la politique ajouterait à cette méfiance. « Pour beaucoup de Français, ce qui se discute au Parlement n'a plus aucune importance. Ils dévient au politique la capacité, quand ce n'est pas la légitimité, à faire émerger une vision collective sur des sujets de société », complète sa collègue à l'ENS, philosophe également, Perrine Simon-Nahum.

Volontariat. La fin de vie et la mort sont, pour les Français, avant tout des sujets intimes. Dans les sondages, ils soutiennent massivement le projet de loi dans la mesure où celui-ci ouvre un droit mais, bien évidemment, pas une obligation. « C'est la logique du volontariat », assurait Catherine Vautrin mardi 4 juin devant les députés. Mais l'approbation de l'euthanasie ou du suicide assisté ne signifie pas pour autant avoir envie d'en parler. « Délicat d'engager la conversation en fin d'un repas de famille par cette question : “Et toi, papy, tu es pour ?” », note le sociologue Serge Guérin, auteur de *Et si les vieux aussi sauvaient la planète ?* (Michalon, 2024).

Ancienne porte-parole du gouvernement sous François Hollande et, à ce titre en première ligne lors des polémiques sur le mariage homosexuel, Najat Vallaud-Belkacem estime que si le débat ne prend pas, c'est sans doute à cause de « l'impensé de notre société sur le rapport à la mort » et elle s'interroge : « Pourquoi les conditions d'abattage des animaux et les campagnes de L214 suscitent-elles davantage d'intérêt ? »

@malombard

A l'Assemblée nationale, le RN feint l'équilibre

LE DÉPUTÉ RN Thomas Ménagé s'avance à la tribune. Quelques minutes plus tôt, sa collègue Sandrine Dogor-Such a dénoncé, à cette même place, une « rupture anthropologique » dans la création d'une aide active à mourir. Lui vient faire entendre une autre voix. Celle qui se dit favorable à l'évolution de la loi, et rappelle la liberté de vote décrétée par Marine Le Pen. « Car nous considérons que sur les sujets de société, il faut des référendums, et que c'est à la société de trancher. » A l'entendre, la position du Rassemblement national semble mesurée. Davantage que celle des Républicains qui, à l'inverse, ont choisi de ne donner la parole qu'à leurs plus fervents opposants au texte.

Les jours suivants, ces mêmes élus de droite monopolisent la parole. A tour de rôle, ils défendent les plus de 1300 amendements déposés par LR. Leurs expressions sont telles

L'écrasante majorité du groupe est opposée au projet de loi, mais les enquêtes d'opinion montrent que les sympathisants du parti y sont très favorables

que le ministère de la Santé s'interroge sur une obstruction déguisée. A côté, la formation d'extrême droite semble raisonnable. Elle s'est « contentée » d'environ 600 amendements. « D'un point de vue des expressions dans l'hémicycle, le RN a l'air plus équilibré », constate avec surprise, au troisième jour de discussions, un conseiller ministériel.

La modération n'est que de façade. Côté pile, il y a l'image d'ouverture : il faut faire

bonne figure. L'écrasante majorité du groupe est opposée au projet de loi, mais les enquêtes d'opinion montrent que les sympathisants RN y sont très favorables. « Nous sommes en décalage avec la population », regrette un député, qui en a assez de sentir « archi minoritaire ».

Il faut aussi rassurer. Le RN entend prouver que la liberté de vote sur les questions sociétales n'est pas un mythe. « Nos opposants croient qu'on est des extrémistes cachés ! », alerte un proche de Marine Le Pen. Cette « liberté » avait été quasi enterrée lors du vote sur la constitutionnalisation de l'IVG, à laquelle les sympathisants RN étaient largement favorables. La patronne du parti avait tenté de convaincre les élus récalcitrants de ne pas voter « contre » pour ne pas apparaître comme « anti-avortement ». Douze ont osé désobéir.

Côté face, il y a les élus RN très durs à l'égard du texte. Et qui peinent à s'en cacher. Marine Le Pen elle-même a fait savoir son opposition à la mesure avant son arrivée au Parlement. Lors des travaux moins médiatiques de la commission spéciale, dix des onze membres de la délégation du groupe étaient aussi dans le camp du « contre ». La balance penche sensiblement. Encore plus à l'épreuve des débats en séance publique.

Discipline. Lundi soir, alors que l'hémicycle achève d'examiner le volet consacré aux soins palliatifs et entame le cœur du texte, Laure Lavalette électrise les débats. En pleines considérations sémantiques, la députée RN accuse ses adversaires de gauche de défendre une loi « qui va tuer ». « Votre loi touche exactement à la substantifique moelle de la mission du médecin qui n'est pas de tuer mais de sauver. Assumez ! », leur lance l'élue, provoquant l'indignation de la gauche.

Le sujet est abordé le lendemain en réunion de groupe. La fin de vie n'est ni un dossier régalien, ni un dossier économique, souligne Marine Le Pen. Elle ne se prête donc pas à la politique politicienne. L'aile conserva-

Marine Le Pen est prise de mouvements contraires. Après avoir appelé à la mesure, elle rappelle les règles

trice, la plus majoritaire, est priée de mesurer ses propos. Le sujet est intime, sensible, et il ne faudrait pas embraser l'hémicycle à moins d'une semaine du scrutin européen.

D'ailleurs, Laure Lavalette revient sur sa sortie. L'élue du Var met en garde sur les « provocations » de la gauche qui l'ont conduite à hausser le ton selon elle. Ses collègues de banc se montrent tolérants. Après tout, les prises de parole « épouvantables » viennent surtout des LR, se rassure un lepéniste.

Marine Le Pen est prise de mouvements contraires. Après avoir appelé à la mesure, elle rappelle les règles. Les plus favorables à la loi sont sommés de ne voter aucun amendement qui irait plus loin que le texte du gouvernement. Il leur faudrait aussi voter l'ensemble des amendements du groupe (excepté les suppressions d'articles).

Le message est clair. L'après-midi, certains votent contre des amendements qu'ils auraient autrement soutenus. « C'est la discipline », admet, résigné, l'un d'eux. Au RN, la liberté a ses limites.

Dinah Cohen et Nina Jackowski
@DinahCohen
@Nina_Jacks

Les Républicains se sont abstenus sur la proposition de loi examinée ce mercredi en commission

Assurance-chômage : Liot secoue l'exécutif

Turbulences

La proposition de loi « visant à protéger le modèle d'assurance-chômage et soutenir l'emploi des seniors » a été adoptée ce mercredi en commission à l'Assemblée. Le groupe Liot veut notamment **figer la durée d'indemnisation et d'affiliation, supprimer le principe de contracyclicité, revoir la gouvernance de l'assurance-chômage et rendre obligatoire la négociation sur le maintien en emploi des seniors pour toutes les entreprises de 300 salariés et plus.**

Sarah Spitz

UN PETIT GROUPE peut faire de gros dégâts. Après un premier fait d'armes en 2023 pendant la réforme des retraites, les 22 députés du groupe Liot (Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires) s'attaquent cette fois à la réforme de l'assurance-chômage. Leur proposition de loi a été adoptée en commission mercredi, grâce à l'abstention des Républicains (LR) et au soutien de la gauche et du Rassemblement national (RN). Un vote favorable à l'Assemblée puis au Sénat reste incertain, mais il pourrait pulvériser la réforme de l'assurance-chômage de l'exécutif et rebattre les cartes de la gouvernance du régime.

Le texte, largement soutenu par les organisations syndicales, vise à figer la durée de travail et la période sur laquelle elle s'étend pour avoir droit à l'indemnisation chômage. Dix jours plus tôt, l'exécutif annonçait une réforme exigeant d'avoir travaillé plus longtemps sur une période moins longue (huit mois sur 20, contre six sur deux ans) à partir de décembre.

Le groupe Liot se félicite d'une « victoire ». Sans surprise, la gauche, vent debout contre la réforme, soutient le texte. Tout comme le RN. Pourtant, il pourrait limiter le dialogue social. Certains partenaires sociaux, y compris côté syndical, estiment que bloquer dans la loi certains paramètres de l'assurance-chômage les empêcherait, dans leurs prochaines négociations, d'agir si besoin sur ces leviers. Tant pis : l'opposition des centrales à la réforme est trop forte.

Pour sauver sa réforme, le gouvernement privé de majorité à l'Assemblée peut-il compter sur le soutien des Républicains ? « Sur le fond, on est d'accord avec la réforme du gouvernement, mais on ne va pas l'aider non plus à faire tomber le texte qui comprend des dispositions intéressantes », justifie-t-on au sein du groupe. En réalité, une mesure en faveur de l'emploi des seniors retient particulièrement leur attention. Liot propose de rendre obligatoire la négociation sur le sujet au sein des entreprises de plus de 300 personnes.

Européennes. En sortie de séance, le député Renaissance Marc Ferracci ne cache pas son courroux : « Ce comportement est irresponsable, il laisse remettre en question un certain nombre de réformes sur l'assurance-chômage dont on sait les effets sur l'emploi et les finances publiques. S'ils persistent dans cette attitude, les LR auront perdu toute crédibilité pour les prochaines années à donner leçons sur la responsabilité budgétaire au gouvernement. »

En s'abstenant, Les Républicains ont laissé la main pour que le texte de la commission conserve plusieurs dispositions radicales portant sur la gouvernance de l'assurance-chômage. A commencer par la suppression de la contracyclicité. Le principe, inscrit par l'exécutif, vise à diminuer le temps pour chercher un emploi quand la situation du marché du travail s'améliore. Ce n'est pas tout : le texte prévoit aussi d'alléger le cadrage des négociations sur l'assurance-chômage par l'exécutif. Des amendements adoptés introduisent un « débat annuel » au Parlement ainsi qu'une limitation du financement par l'Unédic de France Travail, le nouveau Pôle emploi.

Le texte sera examiné en Hémicycle le 13 juin. « Si les scores confirment les sondages désastreux de la minorité présidentielle, le gouvernement devra avoir la sagesse de retirer ce texte et d'écouter ainsi nos concitoyens », prévient le chef de file Liot, Bertrand Pancher.

@sarah_spritz

Contrairement à l’Insee, l’Observatoire des inégalités promeut un indicateur similaire au seuil de pauvreté monétaire pour définir ce qu’est une personne « riche »

A partir de combien est-on riche ? Vaste question...

Définition

L’Observatoire des inégalités établit le seuil à partir duquel on serait riche à deux fois le niveau de vie médian soit 3 860 euros après impôts pour une personne seule et 5 790 euros par mois pour un couple sans enfant.

Marc Vignaud

COMBIEN FAUT-IL GAGNER pour appartenir à la catégorie des « riches » en France ? Depuis 2020, l’Observatoire des inégalités s’est mis en tête de définir un indicateur pour répondre à cette question. Avec l’argument qu’il existe bien, en miroir, un seuil de pauvreté monétaire publié par l’Institut national de la statistique (Insee).

Tout dépend, évidemment, de la définition retenue. Cette association financée par des dons de particuliers a décidé de définir comme « riche » une personne dont le niveau de vie (une notion qui tient compte du nombre de personnes dans le foyer) est au moins égal au double du niveau de vie médian (le seuil qui partage la population en deux parts égales : une moitié touchant plus, l’autre moins). En France, ce niveau de vie atteint 1 930 euros par mois (donnée de 2021 de l’Insee) pour une personne seule. Un célibataire sans enfant peut donc être désigné comme « riche » s’il gagne au moins 3 860 euros après prestations et impôts. Soit 4,7 millions des Français (7,4%).

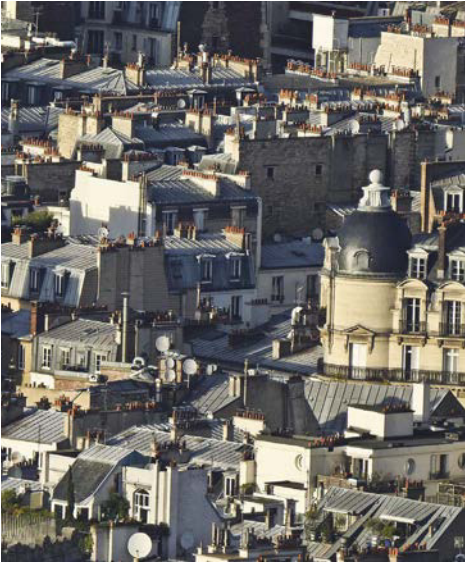
Ces montants varient selon la configuration familiale. Pour calculer le seuil de richesse, on raisonne par foyer. On attribue une part au premier adulte mais seulement 0,5 part au second pour prendre en compte les mutualisations de dépenses comme le loyer. Les enfants de plus de 14 ans valent également 0,5 part quand les plus jeunes représentent 0,3 part. Cela veut dire qu’un couple sans enfant devient riche quand il touche 3 860 euros x 1,5 part, soit 5 790 euros par mois après impôt. Cette somme monte à 9 650 euros pour une famille avec deux adolescents.

Le sujet d’un seuil au-delà duquel on peut désigner (ou pointer du doigt) un « riche » est évidemment épidémique. L’Observatoire des inégalités reproche à l’Insee de ne pas mettre en avant cette question. Ce qui lui avait valu une réponse assez ferme de la part de l’Institut national sur son blog en 2022. « On peut (...) trouver des tableaux comparatifs des taux de pauvreté dans les publications d’organisations internationales comme l’Union européenne ou

l’OCDE. Il n’existe rien de comparable en matière de “taux de richesse”, peut-on lire. L’Insee mettait aussi en avant les nombreuses données qu’il publie sur les 10% des Français les plus riches. C’est cette matière elle-même « qui est largement utilisée par l’Observatoire des inégalités dans son rapport », notait assez justement le statisticien public.

La préconisation du Conseil national de l’information statistique de février 2024 « de mener des travaux méthodologiques afin d’examiner la pertinence d’indicateurs de richesse monétaires et non monétaires, qui seraient les pendants des indicateurs de pauvreté », est donc vécue comme une victoire par le directeur de l’Observatoire des inégalités, Louis Maurin.

Lecture politique. En attendant, on pourrait reprocher à l’Observatoire le fait que son indicateur sur les « riches » ne prenne pas en compte le coût du logement, variable d’une zone géographique à l’autre. Mais il estime que cela ne suffit pas à le disqualifier. Selon l’organisme, les riches « ont les moyens de choisir leur lieu de vie. Pourquoi acceptent-ils de payer si cher leur logement ? (...) Vivre au cœur de Paris dans un logement très cher, par exemple, permet d’accéder à une large offre de services, à un certain cadre de vie et à un entre-soi auxquels la majorité n’a pas



L’Observatoire des inégalités ne prend pas en compte le coût du logement, très élevé à **Paris** par exemple, pour calculer son indicateur de richesse.

accès ». Car l’Observatoire se fait fort de dresser un tableau sur la manière de vivre des « riches ». Quitte à enfoncer des portes ouvertes : « un niveau de vie élevé permet d’accéder à tout un univers de biens de qualité, de l’électroménager aux vêtements, en passant par l’alimentation ».

On pourrait aussi relever que le seuil de richesse devrait varier avec l’âge. « Oui, être riche ou pauvre, ce n’est pas pareil à 50 ans et à 20 ans (...) Mais cela n’invalide pas la nécessité d’établir

« Penser que la répartition des richesses se résume au combat des 99 % d’en bas contre le 1 % du haut de la pyramide, comme le dit le plus souvent la gauche française, est démagogique »

des seuils », considère l’Observatoire, qui a préparé ses réponses à toutes ces objections.

Un bon indicateur sur la richesse peut-il ignorer le patrimoine ? Pour l’Observatoire des inégalités, c’est bien sûr important à prendre en compte, mais cela ne disqualifie non plus pas son indicateur. « Hauts revenus et patrimoine élevé vont ensemble dans l’immense majorité des cas : c’est le revenu qui, épargné, permet la constitution d’un patrimoine au fil du temps. Rares sont les riches en patrimoine aux faibles revenus et vice versa », est-il expliqué dans son rapport. L’Observatoire n’en fixe pas moins le seuil de richesse en patrimoine à 531 000 euros, le triple du patrimoine médian sans tenir compte des dettes contractées.

Louis Maurin ne se cache pas de tirer une lecture politique de son indicateur principal de richesse. « Penser que la répartition des richesses se résume au combat des 99% d’en bas contre le 1% du haut de la pyramide, comme le dit le plus souvent la gauche française, est démagogique », considère-t-il. Selon lui, « utiliser le seuil de deux fois le niveau de vie médian permet de déconstruire la catégorie floue, un peu trop confortable, de classe moyenne supérieure ». A l’heure des choix budgétaires difficiles, cela permet de poser la question « de qui doit faire quel effort et pour quelle forme de solidarité ». En clair, désigner ceux qui devront payer...

@mvignaud

Tribune « Mieux lutter contre le cancer de l’antisémitisme »



Bernard Cohen-Hadad, président et fondateur du Think tank Etienne Marcel

Un Français de confession juive ne peut pas vivre comme ses compatriotes. Dans notre « République indivisible, laïque, démocratique et sociale », des Français doivent pratiquer leur religion sous protection, quitter l’école publique et s’invisibiliser dans leur vie quotidienne. Qui en modifiant son nom sur l’interphone, qui en ne portant plus la kippa dans l’espace public, etc.

Dans le pays des Lumières et des droits de l’homme, les atteintes aux personnes et aux biens des Français juifs sont une triste réalité. Ce climat de discrimination, d’hostilité et de peur est encore plus nauséabond, chaque jour, depuis les attaques terroristes et barbares du Hamas contre Israël le 7 octobre.

A travers l’histoire et la géographie, il y a eu, et il y a toujours presque autant d’antisémitismes qu’il y a d’antisémites et de préjugés antisémites. C’est un cancer protéiforme : religieux, économique, social, politique... Bien sûr, la reprise de la guerre entre Israël et le Hamas catalyse l’exacerbation de l’antisémitisme et l’essentialisation des Juifs. Mais cette déferlante est inédite par son ampleur depuis la Seconde guerre mondiale. De quoi les Juifs seraient-ils responsables ? Quelle faute devraient-ils encore expier ?

La France et nombre de démocraties européennes vont mal. Sur fond de difficultés économiques et sociales, de crises de la représentation politique et syndicale, de tensions géopolitiques et de tentations isolationnistes, elles sont le théâtre d’un retour des fondamentalismes et des populismes, qui prospèrent

« Non, lutter contre l’antisémitisme ne revient pas à soutenir la politique du gouvernement israélien »

d’autant mieux qu’ils sont désintermediés et radicalisés par la « ragosphère » des réseaux sociaux. C’est au carrefour dangereux de la colère et des algorithmes que s’épanouissent les communautarismes mondialisés sur lesquels la République n’a pas prise.

Déferlante. En France, et plus largement en Occident, l’islamisme radical et l’islamo-gauchisme à la sauce wokiste sont à l’avant-garde de cette déferlante. Deux communautarismes, religieux et politique, pour un seul et même projet : déstabiliser notre régime démocratique et renverser notre système de gouvernement républicain. Deux communautarismes qui instrumentalisent un même bouc émissaire : le Juif, tantôt par antijudaïsme religieux, tantôt par anti-élitisme économique.

Combattre l’antisémitisme est difficile. Il se dissimule souvent derrière le faux-nez de l’antisionisme. Les amalgames fusent et confusent : non, lutter contre l’antisémitisme ne revient pas à soutenir la politique du gouvernement israélien... Enfin, et surtout, retournant l’invocation de la diversité et de la tolérance, les communautarismes religieux et politiques soutenus par l’extrême gauche exercent leur effet dissolvant sur les valeurs de la communauté nationale et les principes de l’universalisme républicain.

La France et les Etats démocratiques ne doivent pas faiblir dans leur mission prioritaire qu’est la restauration de l’autorité et de l’ordre public, ainsi que la protection de leurs citoyens. Mais il faut aller plus loin. Attaquer les Français de confession juive, c’est attaquer la République dans sa capacité à protéger chacun de ses concitoyens, à commencer par les plus fragiles. C’est donc en protégeant mieux les minorités intégrées dans la République que la France se protégera efficacement contre les communautarismes, lesquels, au contraire, étioilent le sentiment d’appartenance, de solidarité, de vouloir vivre ensemble. Dans cette perspective, et a minima, la lutte contre l’antisémitisme devrait devenir une grande cause nationale et l’enseignement du fait religieux faire son retour à l’école.

Les fortunes mondiales à l’heure du grand remplacement générationnel

EN DEUX DÉCENNIES, la bagatelle de 80 000 milliards de dollars de fortune mondiale va changer de mains. Une multitude de multimillionnaires et milliardaires vieillissants vont transmettre leur patrimoine, souligne le dernier World Wealth Report publié par le Capgemini Research Institute. C’est non seulement colossal en valeur absolue, mais cela annonce un complet changement de génération chez les riches, dont la fortune totale a été évaluée à 86 800 milliards de dollars fin 2023. Ce chiffre a encore grimpé de 4,7% l’an dernier « sous l’effet d’un rebond de la conjoncture économique », souligne le rapport. Autant dire qu’entre une Europe stagnante et une Chine convalescente, c’est l’Amérique du Nord qui a décroché le pompon : la région a enregistré une hausse de 7,1% du nombre de ses citoyens fortunés (et de 7,2% du montant de leur patrimoine). Le rebond de Wall Street l’an dernier y a largement contribué, merci Nvidia !

Les incidences du renouveau générationnel qui s’annonce seront multiples. Les changements sont déjà à l’œuvre. « La richesse héritée ne représente plus que 20% de la richesse globale aujourd’hui, constate Elias Ghanem, directeur de l’institut de recherche de Capgemini. C’est 72% pour la fortune créée (« self made »), et dans cette catégorie, 20% des ultra-riches ont moins de quarante ans », poursuit-il. Merci la tech ! Cela oblige déjà les banques privées à être plus agiles et efficaces pour suivre ces millionnaires hyper digitalisés et très mobiles géographiquement. « Elles devront de

plus en plus les accompagner dans différentes juridictions et sur de nouveaux types d’investissements, comme les cryptomonnaies, par exemple », poursuit-il.

Révision. L’avenir promet donc une demande massive, par cette clientèle exigeante, de services à valeur ajoutée proprement financiers (gestion des investissements, planification fiscale) mais aussi non financiers (services de conciergerie, philanthropie, investissements passion...). Et si c’était aussi l’occasion d’une grande révision des placements mondiaux ? Héritiers ou pas, les plus jeunes sont supposés être plus sensibles aux sujets climatiques que leurs aînés.

Un pactole de plusieurs centaines de milliards pourrait-il se déverser sur la transition écologique, qui en a bien besoin ? « Quel que soit l’âge, on investit avec son cœur, avec sa tête et avec sa poche, tempère Elias Ghanem. Tout le monde est d’accord pour sauver la planète, mais comment faire ? On parle trop du développement durable, cela crée un énorme doute dans la tête de ceux qui ont de l’argent à placer. Par ailleurs, la rentabilité reste un critère déterminant, or elle n’est pas très élevée à court terme sur les investissements durables comparé à d’autres secteurs », constate-t-il.

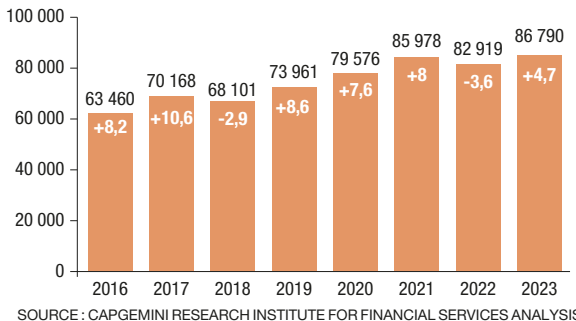
Il va donc falloir accompagner dans la durée, et éduquer, ces jeunes multimillionnaires. Une population qui se féminise même s’il n’y a pas de statistiques sur le sujet. « La tendance est là, c’est la conséquence du rôle croissant

des femmes dans l’écosystème économique », précise Elias Ghanem. Parmi les tendances actuelles, il note un rapide développement des « family office » dédiés à une seule famille (+200% au cours de la dernière décennie), ainsi que de la philanthropie, « très importante aux yeux des ultrariches. Ceux qui transmettent leur fortune aiment laisser une trace ». Par ailleurs, le succès du private equity ne se dément pas : deux particuliers fortunés sur trois prévoient d’investir davantage dans le capital-risque cette année. Cela tranche avec une année 2023 moins engageante : les liquidités qui pesaient 34% du total des portefeuilles l’an dernier sont retombées à 25%.

Muriel Motte
@murielmotte

Le patrimoine des plus fortunés du monde au sommet

En milliards de dollars fin 2023



Dans cette région où l’agriculture doit au plus vite s’adapter au changement climatique, le stockage d’eau relève du chemin de croix

En Poitou-Charentes, les projets de « bassines » pataugent

Freins

La Cour administrative d’appel de Bordeaux a autorisé, le 28 mai, la construction des 21 réserves de substitution (« bassines ») de la Boutonne, en Charente-Maritime, contestées par les associations environnementales. Un espoir pour toutes les autres coopératives d’agriculteurs de la région Poitou-Charente qui veulent développer le stockage de l’eau, en dépit des attaques constantes dont ils font l’objet.

Emmanuelle Ducros

« LA DÉCISION DE LA COUR D’APPEL de Bordeaux, qui déjuge celle de Poitiers en appel et autorise l’avancement des 21 réserves de substitution de la Boutonne, en Charente-Maritime, donne espoir. Dans notre région, près de 80 réserves sont en projet, parfois depuis quinze ans. Hormis des allers-retours juridico-administratifs, il ne se passe rien concrètement. On croit aboutir d’un côté, un autre point est contesté en justice. C’est sans fin. »

Guillaume Chamouleau préside Aquanide, l’association des irrigants de Poitou-Charentes. La région, avec son faible relief, son sol calcaire filtrant et ses nappes phréatiques qui se vident et se remplissent vite, est aux avant-postes de la nécessité de gérer l’eau. Celle-ci abonde en hiver et manque l’été, pour l’agriculture et la biodiversité. « Nous pleurons deux fois : à l’inondation puis à la sécheresse », résume l’agriculteur.

Les réserves de substitution semblent une technique de bon sens, qui ne pénalise pas la nappe phréatique ou les rivières. Elles sont soutenues par les ministères de l’Agriculture et de l’Environnement, si les concertations locales sont réalisées correctement. C’est sans compter le harcèlement des associations environnementales, qui font des « méga-bassines » un symbole de l’agriculture productiviste et de l’appro-

priation de la ressource. « Ce sont toujours des projets collectifs, c’est une nécessité du point de vue de l’Etat. Et ils sont menés par les agriculteurs parce qu’à de rares exceptions, les collectivités territoriales refusent de s’y investir », s’insurge Guillaume Chamouleau.

« **Recours** ». Las. La règle pour tous les projets, c’est qu’ils sont sciemment freinés par la multiplication des actions en justice et/ou les actions illégales. Les 30 réserves du bassin du Clain dans le sud de la Vienne ? Elles ont survécu à un cycle d’essorage judiciaire, mais doivent maintenant affronter un millefeuille administratif avec les parties prenantes de la gestion de l’eau. Les 14 « bassines » des Deux-Sèvres, dont celle de Sainte-Soline ? Elles sont achevées, mais, contestées et dégradées, elles ne peuvent pas être utilisées. Pour les neuf réserves du bassin Aume-Couture, un appel est en cours après un retrait d’autorisation par le tribunal administratif de Poitiers. Cela prendra encore un, deux, trois ans. A Cram-Chaban (Deux-Sèvres), les réserves construites sont inutilisables à cause d’un imbroglio judiciaire... Et elles ont été dégradées par les opposants.

« Il est normal que la justice administrative fasse son travail, que les recours aient lieu, constate-t-on ministère de l’Agriculture. Mais cela ne peut pas durer aussi longtemps. Ce n’est pas compatible avec la durée de vie d’une exploitation agricole. C’est pourquoi la loi d’orientation agricole prévoit de limiter les délais de recours, pour éviter qu’ils s’accumulent sans fin. »

En attendant, se désole Guillaume Chamouleau, « on est coincé dans un cycle perdant-perdant. On n’améliore pas le milieu en limitant les prélèvements en période critique, on ne soutient pas les étiages et les zones humides en été et on aggrave nos conditions de travail. Tout ça pour une vision fantasmée et irrationnelle de l’agriculture. »

@emma_ducros

Livraisons la nuit, services seulement en soirée... Les établissements de la capitale s’adaptent comme ils peuvent

A Paris, les JO obligent les restaurateurs à se réinventer

Chaud devant

Les restaurants situés dans les périmètres de sécurité et qui seront contraints de fermer pendant la période olympique espèrent obtenir des compensations. Des discussions en ce sens sont en cours entre l’Union des métiers et des industries de l’hôtellerie d’Île-de-France et les pouvoirs publics.

Jon Elizalde

PENDANT LA PÉRIODE OLYMPIQUE, tous les Français vont devoir s’adapter et modifier leur routine quotidienne. Parmi les plus impactés, les restaurateurs ont complètement revu leur organisation de travail. Premier souci : les livraisons, forcément complexifiées, voire rendues impossibles par les restrictions de circulation et autres laissez-passer sous forme de QR codes.

« Les fournisseurs s’organisent pour livrer pendant la nuit ou très tôt le matin, explique Carole Pourchet, directrice de Majorian, plateforme de services destinés aux hôteliers-restaurateurs. Cela pose de vrais problèmes pour les restaurateurs : comment réceptionner la marchandise ? Devront-ils laisser leurs clés aux livreurs ? Par ailleurs, les fournisseurs eux-mêmes peinent à trouver des chauffeurs. Cela risque d’être un joyeux bazar... au moins au début, le temps que tout s’organise. »

La question des déplacements se pose aussi et surtout pour les salariés des restaurants, dont la majorité ne vit pas dans Paris intra-muros mais en banlieue, d’où des temps de transports à rallonge. Pour éviter de multiplier les allers-retours dans ces conditions, plusieurs restaurants ont décidé de sacrifier leur service du déjeuner pour

ne garder que celui du dîner. Un changement d’organisation qui permet d’éviter la fameuse « coupure », ce temps pendant lequel le personnel est censé rentrer chez lui entre les services du midi et du soir. A cette époque, les patrons de restaurants anticipent qu’une grande partie de leur clientèle « de bureau » aura quitté Paris, et sera en congés, en télétravail, ou en « tracances », ce mot-valise inventé pour désigner le mélange travail-vacances sur le lieu de villégiature.

Ecrans. C’est le cas du restaurant Anicia, rue du Cherche-Midi, dans le VI^e arrondissement de Paris. « Nous allons nous réinventer pendant les Jeux », affirme son patron, François Gagnaire. Sa « table nature » n’ouvrira donc que le soir. Sur les petits écrans du restaurant, où défilent habituellement des paysages de terroirs français, seront diffusées des épreuves olympiques. Déjà, plusieurs entreprises ont réservé des soirées, de quoi rassurer le chef cuisinier. Et le midi, le personnel aura pour mission de restaurer l’équipe de triathlon de Grande-Bretagne, qui sera installée dans un hôtel juste à côté.

Cette nécessaire réorganisation du planning des effectifs s’explique aussi par le manque chronique de main-d’œuvre dont souffre le secteur depuis de nombreuses années. Ainsi, en 2023, 200 000 postes n’avaient pas été pourvus.

« Après ce qui s’est passé pendant la Covid, les professionnels de l’hôtellerie-restauration sont résilients, capables de s’adapter assez facilement, analyse Carole Pourchet. Ils savent faire face à des périodes de forte ou de moindre affluence, à des difficultés d’organisation. Pendant les JO, leur chiffre d’affaires ne devrait ni augmenter ni baisser : les professionnels s’attendent à ce que leur clientèle soit simplement remplacée. »

@Jon_Elizalde

Market logic

Marché boursier français : une vigueur normale

La chronique de Ken Fisher



Les actions s’envolent-elles trop haut, trop vite ? Alors qu’entre le début de l’année et le 16 mai le marché boursier en France s’est inscrit en hausse de 10,1% - parallèlement à la progression de 11,7% des actions américaines - les plus pessimistes d’entre nous diront que les gains d’une année moyenne ont déjà été enregistrés et que le second semestre de 2024 ne devrait plus nous réserver de bonnes surprises. C’est absurde !

Si, à long terme, les actions françaises ont généré des rendements annualisés moyens d’environ 10% (ce qui correspond à la moyenne de leurs homologues américaines), de part et d’autre de l’Atlantique, les actions affichent généralement des rendements beaucoup plus élevés ou plus faibles chaque année. Les moyennes sont le résultat d’une combinaison d’extrêmes nettement plus volatiles, associant principalement des valeurs fortement positives avec un plus petit nombre de résultats négatifs. Statistiquement, ce ne sont pas les rendements moyens qui sont la norme, mais les valeurs extrêmes. Raison pour laquelle nous pensons que la vigueur des marchés boursiers des deux côtés de l’Atlantique est incroyablement banale. Je m’explique.

La plupart des gens associent la volatilité à la négativité. C’est une erreur, la volatilité exprime simplement une variation. Que ce soit à la hausse ou à la baisse, une variation de 1% exprime la même volatilité ! A plus long terme, la volatilité des actions est votre alliée, bien plus souvent que vous ne le pensez. Pourquoi ?

Rareté. Les actions s’envolent bien plus souvent qu’elles ne dégringolent. Pour le comprendre, faites abstraction du bruit journalistique, ou même mensuel. Prenons l’exemple du S&P 500 américain, pour lequel nous disposons de l’historique le plus long et le plus précis : depuis 1925, il a progressé pendant 73% de toutes les périodes glissantes de douze mois (en dollars). Les actions françaises dépeignent un tableau similaire : depuis la création du MSCI France en 1969, les actions ont augmenté pendant 71% des périodes glissantes de douze mois.

Pour autant, leur trajectoire s’apparente rarement à un long fleuve tranquille. Pour s’en convaincre, scindons les rendements par

« Depuis 1925, les actions américaines ont augmenté de plus de 20 % au cours de trente-sept années sur quatre-vingt-dix-huit »

année civile en différentes fourchettes : plus de 20%, gains de 0 à 20%, baisses de 0 à -20% et de -20% ou pire.

Depuis 1925, les actions américaines ont augmenté de plus de 20% au cours de trente-sept années sur quatre-vingt-dix-huit, soit le résultat le plus fréquent ! La deuxième fréquence la plus élevée ? Des gains de zéro à 20%, à 35 reprises. Viennent ensuite les baisses de 0% à -20%, à raison de vingt années. Les replis de plus de -20% sont véritablement l’exception, avec seulement six années. Ainsi, les marchés américains ont généré six fois plus souvent de gains colossaux que d’énormes pertes !

Par ailleurs, les actions américaines ont dépassé leur moyenne à long terme de 10% en dollar au cours de cinquante-huit années civiles. Elles se sont repliées, en tout et pour

tout, moins de deux fois moins souvent, soit 26 fois.

Idem en France. Depuis 1969, les titres boursiers français ont grimpé de plus de 20% à 23 reprises, ce qui est le résultat le plus fréquent. Viennent ensuite les gains de zéro à 20%, pendant quinze ans. Les années de repli ? Onze années seulement ont enregistré des baisses de 0% à -20%, tandis que des baisses supérieures à -20% ne sont à signaler que pour cinq d’entre elles. D’un point de vue historique, il est beaucoup plus probable de connaître des années supérieures à la moyenne, voire des années fastes, que de rencontrer des années difficiles. Le cru 2024 semble donc débiter de manière assez banale.

C’est un fait : les rendements dans la moyenne sont rares. En dollars, les rendements annuels situés entre 5% et 15% n’ont concerné que 17% de toutes les années d’existence du S&P 500. Que ce soit en francs et en euros, les actions françaises se sont situées encore moins souvent dans cette fourchette - dans seulement 15% des années depuis 1969. Des rendements annuels de 0 à 10% ont été

« Je ne dis pas que l’année 2024 sera marquée par des rendements exceptionnels, supérieurs à 20 %, comme en témoignent mes prévisions de janvier. Mais je ne serais pas pour autant surpris ! Et vous ne devriez pas l’être non plus »

enregistrés dans seulement 10% des cas pour le S&P 500 et 15% pour les actions françaises - ce qui est très peu commun.

Ne prenons que les cinq dernières années. De nombreux observateurs se sont focalisés sur la négativité de 2022, qualifiant l’année de « volatile ». Admettons. Mais que dire de la grande volatilité qui a marqué l’année 2019 avec une hausse de 31,5% du S&P 500 en dollar. Ou des 28,7% de 2021. Et des 26,3% de 2023. Tous ces chiffres étaient extrêmes.

Craintes infondées. Paradoxalement, c’est en 2020 que l’on s’est le plus rapproché de la « moyenne » de cette période : malgré le marché baissier éclair connu durant la période de la Covid, les actions américaines ont augmenté de 18,4% en dollar. Certes, les rendements des actions françaises en 2020 ont divergé de ceux des actions américaines, chutant de 3,9% en euros, les grandes sociétés financières et industrielles étant à la traîne. Mais je ne qualifierais pas ce qui s’est produit en 2020 de « moyen » ou de « normal ».

Intuitivement, le fait de se trouver dans un marché haussier ou baissier fait une énorme différence quant aux rendements que l’on peut normalement attendre. Cela semble évident ! Pourtant, rares sont ceux qui se disent : « Je suis dans un marché haussier, les rendements devraient donc être beaucoup plus élevés que la moyenne ». Les rendements élevés ne sont pas aussi rares que le prétendent les pessimistes. Durant des phases des marchés haussiers, ils sont « la norme ».

Pour s’en convaincre, un constat suffit : les moyennes annuelles à long terme des actions américaines et françaises, qui sont respectivement d’environ 10%, incluent les marchés baissiers. Les marchés haussiers à eux seuls, que ce soit en Amérique, en France ou dans l’ensemble des pays développés, génèrent en moyenne plus de 20% par an. C’est pourquoi les rendements « moyens » cités par les pessimistes s’appuient sur des résultats apparemment « extrêmes » au sein des marchés haussiers.

Je ne dis pas que l’année 2024 sera marquée par des rendements exceptionnels, supérieurs à 20%, comme en témoignent mes prévisions de janvier. Mais je ne serais pas pour autant surpris ! Et vous ne devriez pas l’être non plus. Quoi qu’il en soit, lorsque l’on admet que des gains robustes ne sont pas anormaux, on prend conscience que les craintes du « trop haut, trop vite » sont infondées.

@KennethLFisher

Ken Fisher est président et directeur de Fisher Investments Europe, président exécutif et codirecteur des investissements de Fisher Investments.

Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr

Contre toute attente, le BJP a perdu la majorité au Parlement, créant une situation inédite pour le Premier ministre sortant

En Inde, le pouvoir de Modi ébranlé par les législatives

Réalisme

Malgré les spéculations sur son troisième mandat à la tête du pays, Narendra Modi a réagi sur les réseaux sociaux. « Les gens ont fait confiance à notre alliance pour la troisième fois consécutive ! C'est un exploit historique dans l'histoire de l'Inde », a-t-il tweeté, faisant référence à l'alliance dirigée par le BJP. **Le parti nationaliste hindou du Premier ministre s'est mis d'accord ce mercredi avec ses alliés pour former une coalition gouvernementale.**

Claude Leblanc

« LE PEUPLE de l'Uttar Pradesh a sauvé la Constitution ». C'est en ces termes que Rahul Gandhi, chef de file du parti du Congrès, a réagi à l'annonce des résultats des élections législatives les plus imposantes jamais organisées. Les quelque 642 millions d'Indiens appelés aux urnes ont certes permis au Bharatiya Janata Party (BJP), la formation de Narendra Modi, et ses alliés de la National Democratic Alliance (NDA), de garder la majorité au Parlement, mais ont aussi permis à l'opposition de retrouver voix au chapitre.

La NDA a obtenu 293 sièges sur les 543 en lice, contre 233 pour le Congrès et ses alliés réunis au sein d'une coalition habilement baptisée INDIA. Alors que le Premier ministre visait les 400 députés au Lok Sabha, ce qui lui aurait permis de réviser la Constitution et de lui retirer sa dimension laïque, vieille promesse du BJP, les électeurs en ont décidé autrement.

Ils lui ont adressé un camouflet en ne donnant pas la majorité au BJP qui obtient 240 sièges contre 303 lors de la précédente législature. Autrement dit, Narendra Modi, qui devrait conserver son poste de Premier ministre pour la troisième fois consécutive, aura comme défi de gouverner avec d'autres formations aux ambitions plus locales et donc plus volatiles.

Parmi elles, figurent notamment le Telugu Desam Party (TDP) et le Janata Dal United (JDU). Le TDP, qui a pris le pouvoir dans l'Andhra Pradesh, dans le sud de l'Inde, où des élections simultanées ont été organisées dans les assemblées d'Etat, a remporté 15 sièges au Lok Sabha, et le JDU, vainqueur de 12 sièges

En décidant d'entreprendre un tour du pays à pied, comme l'avait fait en son temps le Mahatma Gandhi, l'actuel leader du Congrès, Rahul Gandhi, a su renouer la confiance avec la population

dans l'Etat du Bihar, à l'est du pays, ont déclaré qu'ils soutiendraient le BJP et qu'ils seraient prêts à jouer un rôle majeur dans la formation du nouveau gouvernement.

Mais le chef du TDP, Chandrababu Naidu, et le leader du JDU, Nitish Kumar, sont tous deux connus pour être des personnalités politiques complexes et de fins négociateurs. Selon plusieurs médias indiens, Narendra Modi et son ministre de l'Intérieur, Amit Shah, tête pensante du BJP, se sont entretenus séparément avec les deux hommes qui ne partagent pas la vision idéologique nationaliste hindoue défendue par le BJP. Ils chercheront également à obtenir des avantages pour leurs propres Etats, sur lesquels repose leur pouvoir politique.

Coalition. Il est aussi bon de rappeler que Nitish Kumar a été la cheville ouvrière de l'INDIA et qu'il n'a quitté cette coalition de partis hostiles au BJP qu'en janvier, déclarant alors que l'alliance n'avait pas répondu à ses attentes. Son côté versatile a incité plusieurs observateurs à spéculer, après l'annonce des résultats, sur un possible nouveau revirement de sa part si l'opposition lui proposait de devenir Premier ministre, fonction pour laquelle il n'a jamais caché son ambition. Les responsables de l'INDIA devaient se rencontrer, mercredi, à New Delhi pour décider s'il faut reprendre bouche avec le TDP et le JDU afin d'élaborer leur stratégie politique.

Pour Rahul Gandhi, chef du parti du Congrès, ces élections marquent un tournant. Sa formation a pratiquement doublé le nombre de ses députés, passant de 52 à 99 sièges. Après



SIPA PRESS

Narendra Modi (au centre) devra gouverner avec d'autres formations aux ambitions plus locales et donc plus volatiles.

avoir longtemps dirigé l'Inde, le parti, dont les grandes figures furent Jawaharlal Nehru ou Indira Gandhi, a perdu la confiance des Indiens, séduits par le discours agressif et ambitieux du BJP. En décidant d'entreprendre un tour de l'Inde à pied comme l'avait fait en son temps le Mahatma Gandhi, le leader du Congrès a su renouer la confiance avec la population, profitant également de certaines outrances du gouvernement de Modi notamment à l'égard des minorités.

Symbole. Voilà pourquoi Rahul Gandhi a loué la sagesse des électeurs de l'Uttar Pradesh, l'Etat le plus peuplé du pays avec une forte minorité musulmane, qui est devenu l'un des symboles de cette élection. Avant le scrutin, le BJP, qui y était solidement implanté avec notamment à la tête de l'Etat l'une de ses grandes figures, Yogi Adityanath, prévoyait de rafler avec ses alliés les 80 sièges en lice.

La plupart des sondages de sortie des urnes y avaient même prédit une victoire confortable du Premier ministre Modi. Finalement, c'est le Samajwadi Party, membre de la coalition INDIA, qui est arrivé en tête avec 37 élus, soit 32 de plus qu'en 2019, devant le BJP avec 33 sièges, soit une perte de 32 sièges. En y gagnant 6 sièges contre 1 il y a cinq ans, le Congrès a aussi contribué à la défaite du BJP et ainsi placé Narendra Modi dans une position beaucoup plus inconfortable qu'il n'escomptait avant la proclamation des résultats.

Habitué à être le leader et à gouverner sans contestation au sein de sa famille politique, le Premier ministre sortant devra montrer un nouveau visage et faire la démonstration de sa capacité de répondre aux exigences des autres. Quand on sait l'importance qu'il accorde à la religion hindouiste au point d'avoir pratiquement endossé, fin janvier, les habits de prêtre lors de l'inauguration du temple de Ram à Ayodhya, on peut se demander s'il sera en mesure de répondre aux sensibilités et aux exigences de ses alliés comme le TDP dont la base électorale est composée de minorités religieuses.

Ces élections législatives mettent Narendra Modi dans une situation politique inédite qui va l'obliger à composer avec d'autres. Or l'histoire montre que les gouvernements de coalition n'ont pas la cote en Inde. Il en sait quelque chose puisque sa première victoire en 2014 a été le résultat d'un vote massif en faveur du BJP de la part des électeurs lassés des politiques de coalition peu efficaces. Il y a dix ans, son parti avait remporté 282 sièges avant de renforcer sa majorité lors des élections de 2019, avec 303 sièges remportés grâce à la popularité du Premier ministre.

S'il reste l'une des personnalités politiques les plus populaires au monde, Narendra Modi n'a pas réussi à séduire totalement les électeurs avec un discours très nationaliste alors que des problèmes croissants de chômage, de hausse des prix et d'inégalités de plus en plus marquées suscitent des inquiétudes au sein de la population.

Dès lors, l'une des questions importantes est de savoir comment les résultats électoraux et leurs conséquences sur la gouvernance du pays auront un impact sur le programme économique. L'Inde connaît la croissance économique la plus rapide au monde et cherche à attirer des investisseurs et des entreprises étrangères en se présentant comme une alternative à la Chine.

@Japonline ✕

Des avantages fiscaux sont rétablis pour favoriser ce type d'habitat, créé à l'époque prussienne, et disparu en 1990

L'Allemagne (re)mise sur les logements à loyers modérés

Crise immobilière

Supprimés peu avant la réunification, les « logements d'intérêt général » garantissaient des loyers modérés aux locataires en échange d'allègements fiscaux pour les bailleurs. **La nouvelle mouture, adoptée en conseil des ministres mercredi, promet de 1 000 à 2 000 euros d'économie par an et logement**, selon le gouvernement.

Luc André (à Berlin)

EN 2023, L'ALLEMAGNE a produit 294 000 logements neufs. Pour la deuxième année consécutive, le gouvernement d'Olaf Scholz n'a pas atteint son objectif (400 000). La remontée des taux d'intérêt, la hausse des prix des matériaux, des salaires et la difficulté à trouver de la main-d'œuvre ont plongé la construction dans la morosité. Les délivrances de permis de construire ont chuté d'un gros quart l'an dernier (260 000 habitations). Le reflux se poursuit sur un rythme similaire sur le début de 2024 si bien que, par rapport à 2022, cet indicateur dérape de près de 45%. Pourtant le pays, qui a gagné 4 millions d'habitants en dix ans, a cruellement besoin de logements à prix abordables. Le marché locatif s'est un peu plus tendu avec le renchérissement du coût du crédit. Selon les professionnels du bâtiment, il manque 800 000 logements en Allemagne.

Pour contrer la tendance, le gouvernement du chancelier social-démocrate veut rétablir les « logements d'intérêt général », un statut disparu en 1990 après un scandale. En échange d'avantages fiscaux, il avait permis, auparavant, la construction et la location de millions d'unités à loyers modérés à partir du milieu du XIX^e siècle. Le gouvernement a inscrit une disposition en ce sens dans la loi fiscale adoptée ce mercredi en conseil des ministres,

conformément au contrat de coalition passé fin 2021 entre sociaux-démocrates, écologistes et libéraux.

Large cible. La nouvelle mouture cible une centaine d'acteurs (entreprises sociales, fondations, associations). Selon les calculs du gouvernement, les allègements se chiffreront de 1 000 à 2 000 euros par an et logement. Le système prévoit une condition de ressources. Le gouvernement a toutefois visé large : 60% des ménages allemands sont éligibles, selon la ministre du Logement, Klara Geywitz. Il n'y a pas de plafond défini pour les loyers. La condition est d'être simplement en dessous du marché. Le contrôle sera effectué par les centres des agréments d'intérêt général, ouvrant droit aux avantages fiscaux. Les effets du retour de ce segment, à différencier de l'habitat social, sont attendus à long terme. Le gouvernement allemand estime toutefois que 105 000 locataires pourraient bénéficier de l'instrument rapidement.

Les professionnels de l'immobilier, qui ont longtemps vu une menace dans le retour annoncé des logements d'intérêt général, ont salué le pas du gouvernement. A l'opposé, la fédération des locataires DMB dénonce une réforme à minima. « Cela n'aidera, d'après l'avis d'experts, que les entreprises agissant déjà sans but lucratif », déplore son président Lukas Siebenkotten. L'intégration de logements existants « est impensable sans les aides à l'investissement promises », poursuit-il.

Cette disposition était incluse dans le contrat de coalition mais le ministre fédéral des Finances, le libéral Christian Lindner, s'y est opposé au regard des difficultés budgétaires actuelles. Les écologistes réclament le retour des aides à l'investissement au cours de la procédure parlementaire.

Alors que les relations entre les deux dirigeants se tendent, les élus américains revendiquent leur soutien à Israël

Le Congrès, meilleur allié de Netanyahu face à Biden

Défi

Joe Biden a confié au magazine *Time* qu'« **il y avait toutes les raisons pour les gens de penser que le Premier ministre israélien prolonge la guerre à Gaza à des fins politiques.** »

Lola Ovarlez

A WASHINGTON, lorsque Joe Biden dit noir, le Congrès dit blanc - surtout lorsqu'il s'agit d'Israël. Tandis que le président américain s'efforce de mettre fin à la guerre à Gaza, les parlementaires, eux, brossent plutôt Benjamin Netanyahu dans le sens du poil. Ainsi la Chambre des représentants a-t-elle approuvé mardi soir un texte pour imposer des sanctions contre les membres de la Cour pénale internationale (CPI), en réaction aux demandes de mandat d'arrêt contre Bibi et son ministre de la Défense Yoav Gallant.

Leur initiative est un défi pour Joe Biden, qui avait signalé avant le vote qu'il ne soutiendrait pas la mise en place de telles sanctions. Elle court-circuite également ses efforts pour déterminer une réponse en cas d'émission des mandats d'arrêt. La Maison Blanche a réitéré mardi qu'elle était « fortement opposée » au texte.

Mauvais augure. Si ce dernier doit encore passer par le Sénat, son vote à la Chambre lance un message positif au Premier ministre israélien, qui s'était décrit comme « surpris et déçu » par la position de Joe Biden. Les élus, principalement les républicains, se sont révélés être de loyaux soutiens à Benjamin Netanyahu et à Israël depuis les attaques du 7 octobre. Quitte à mettre, parfois, des bâtons dans les roues à Joe Biden.

Les quatre chefs des partis républicain et démocrate au Congrès ont, par ailleurs, invité le

Premier ministre israélien à s'adresser à eux cet été, afin de partager sa « vision pour défendre la démocratie, combattre la terreur et établir une paix juste et durable dans la région ». Même le leader démocrate du Sénat, Chuck Schumer, qui se montre de plus en plus critique envers Benjamin Netanyahu, s'est joint à cette invitation. Certains progressistes, comme Bernie Sanders, ont néanmoins annoncé qu'ils n'assisteraient pas à son discours, refusant d'accueillir celui qu'ils considèrent comme un criminel de guerre.

Mais la venue du Premier ministre est de mauvais augure pour Joe Biden, alors que les deux hommes entretiennent une relation de plus en plus tendue. En 2015, Benjamin Netanyahu avait déjà été invité au Congrès dans le dos de Barack Obama pour dénoncer son soutien à l'accord sur le nucléaire iranien. La Maison Blanche avait considéré, à l'époque, que sa visite avait été organisée pour saboter la politique étrangère de l'administration. Cette fois, il pourrait profiter de ce moment au perchoir pour miner les efforts de Joe Biden visant à mettre définitivement terme à la guerre à Gaza, et appeler les républicains à faire pression sur lui. A l'annonce de la proposition présentée par l'Américain vendredi, Bibi a réagi avec froideur, déclarant que « les conditions posées par Israël pour mettre fin à la guerre n'ont pas changé. »

Les républicains du Congrès ont, de leur côté, un objectif en tête : dépeindre Joe Biden comme un président anti-Israël dans la perspective de la présidentielle de novembre. Pour l'atteindre, ils espèrent compter sur Benjamin Netanyahu, qui a longtemps été plus proche de Donald Trump. Mais ils trouvent aussi des alliés de l'autre côté de l'hémicycle : ces élus démocrates, comme Rashida Tlaib, qui appellent désormais à ne pas voter pour « Old Joe » en novembre.

@lolaovarlez ✕

La fabrique de l'Opinion

Les invités du 8 Bellini

Eric Duval et Pauline Boucon Duval

« La transmission familiale n'a de sens que lorsque vous adoptez une vision de long terme dans la création de valeur »

Fondé en 1994 par Eric Duval, le groupe éponyme fête ses trente ans. A l'origine acteur indépendant de l'immobilier, il est devenu au fil des ans le premier acteur du golf en Europe, a fait d'Odalys - racheté en 2000 - le numéro 2 de la résidence gérée sur les marchés de l'hébergement touristique, affaires et étudiants, et est aussi le premier acteur français des retail parks low cost. A côté de ces activités, l'ETI accompagne des sociétés innovantes, en particulier des start-up, et gère à ce titre un ensemble de participations financières. Elle est aussi présente en Afrique, dans les domaines à fort impact sociétal comme dans la microfinance, l'assurance et les logements abordables, entre autres. Trois décennies de croissance, un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros, 6 000 collaborateurs... Le fondateur et président du groupe s'est donné comme ambition de pérenniser la structure familiale. Sa fille Pauline est directrice générale, son fils Louis-Victor directeur général adjoint. Ils affichent une belle complicité et partagent un même mot, peu courant dans le business : le plaisir.

Vos activités vont de la promotion immobilière aux résidences touristiques, de la distribution de produits alimentaires à la microfinance et aux forages en Afrique, des golfs à l'énergie... Quel est le fil directeur de tous ces métiers ?

Eric Duval : Le groupe s'est construit autour de l'humain. Autour d'aventures humaines. Et puis nous sommes une ETI familiale. Ma fille est directrice générale, mon fils directeur général adjoint ; ils vont prendre le relais. Cette transmission n'a de sens que lorsque vous adoptez une vision de long terme dans la création de valeur. J'ajoute que notre groupe s'est aussi construit sur l'envie et le plaisir.

Pauline Boucon Duval : Nous sommes présents dans vingt pays, mais nos 6000 collaborateurs sont surtout implantés dans toutes les régions françaises. Il y a 5 400 ETI en France, 70% ont un actionnaire familial de référence, 20% minoritaire. Ces entreprises sont importantes pour le tissu économique des territoires. Elles le sont d'autant plus que leurs actionnaires investissent dans le long terme, à la différence des fonds.

E. D. : Voilà pourquoi les trente ans du groupe sont une étape marquante. Elle souligne la résilience et la croissance continue de l'entreprise au fil des décennies, sa force et sa solidité.

Avoir une structure capitalistique 100% familiale, ce n'est donc pas un frein au développement ?

E. D. : Pas du tout ! Le groupe a racheté Odalys en 2000, dont nous avons porté les capacités de 800 à 145 000 lits. Puis nous avons racheté en 2009 la société UGolf exploitant alors 13 parcours de golf - aujourd'hui ce chiffre a été multiplié par 10 avec 120 golfs. Ce ne sont que deux exemples ! En 2023, notre chiffre d'affaires a atteint un milliard d'euros...

Existe-t-il une méthode Duval ?

E. D. : Disons qu'il y a un processus. Un processus métiers, un processus financier, un processus RH, un processus administratif et financier...

P. B. D. : L'exigence dans l'exécution est un élément clé. Le groupe dispose de 1 000 structures juridiques différentes et pourtant, nos comptes sont consoli-

dés chaque année mi-février. Par ailleurs, le groupe a su développer une culture d'entreprise autour de valeurs essentielles, et d'abord une fois de plus sur une vision de long terme. Cette ligne directrice se concrétise par une croissance constante, une pérennité de l'actionnariat et une grande agilité dans nos prises de décisions.

On le sait, la transmission est un moment délicat pour une ETI...

E. D. : Le pacte Dutreil est un outil intelligent qui permet d'organiser la transmission. En assurant une pérennité dans la gestion. Et sans transformer l'entreprise pour la vendre.

P. B. D. : Ce que mon père a fait est beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît. Beaucoup de familles s'y sont cassé le nez. Dans la transmission, il y a trois protagonistes. D'abord, celui qui transmet doit mettre son ego de côté, surtout lorsqu'il est le fondateur. Ensuite, l'objet de la transmission, l'entreprise, doit être pensé comme transmissible. Enfin, celui ou ceux qui reçoivent doivent être capables d'affronter les enjeux de l'époque. Il y a trente ans, la délocalisation était le sujet majeur. Aujourd'hui, la société a de nouvelles préoccupations, notamment autour de l'environnement, de la décarbonation...

E. D. : Pour moi, préparer la génération suivante était une évidence. Mon père était aussi entrepreneur et à quatre-vingt-dix ans, il n'avait toujours pas lâché le match. Mon rôle sera différent, peut-être davantage tourné vers le conseil, mais je ne veux pas faire le combat de trop. L'important, c'est que nos métiers soient intéressants pour mes enfants afin qu'ils aient envie de les développer. Un exemple : l'immobilier. Le secteur consomme beaucoup trop d'énergie. La remise à niveau de bâtiments, qui sont pour certains devenus des passoires thermiques, implique des milliards d'euros d'investissement. Il va falloir recréer de la valeur...

Arbitrer les métiers pour tenir compte du nouveau contexte, c'est imaginable ?

P. B. D. : Depuis 2017, un rapport de responsabilité sociale et environnementale. Nous étudions l'impact de nos activités, l'impact environnemental et sociétal. C'est crucial lorsqu'on adopte une vision de long terme. Et de fait, cette

« Nous mettons tout en œuvre pour positionner la qualité au cœur de notre stratégie en nous adaptant, en trouvant des solutions sur mesure et en innovant dans tous nos projets »

approche pourrait nous amener à arbitrer des métiers. Pourquoi ne pas se développer dans les panneaux solaires photovoltaïques ? Mon père a créé une entreprise pour la transmettre et nous aurons, avec mon frère, à cœur de la transmettre à notre tour. Dans notre éducation, il nous a toujours présenté le groupe comme un outil. La question est : comment l'utiliser au mieux ? Notre raison d'être précise bien notre mission de « créer de la valeur au service du mieux-vivre et de la vitalité des territoires ».

E. D. : Il faudra sans doute poursuivre la diversification des métiers. Connaissez-vous le principe du tabouret ? Plus il a de pieds, plus il est stable...

P. B. D. : Et puis nous devons continuer à verdifier notre patrimoine...

Justement, le groupe Duval est un acteur majeur de la gestion et de l'exploitation de golfs en France et en Europe. Or les golfs n'ont pas une bonne image à l'heure de la transition écologique...

P. B. D. : Tout le monde se réfère à un rapport des années 1990 sur la consommation d'eau des golfs ! Mais en période de sécheresse, seuls les greens sont arrosés (avec de l'eau non potable), soit l'équivalent d'une pelouse d'un terrain de foot - avez-vous entendu qu'il fallait supprimer les stades ? En revanche, s'il n'est plus arrosé, un green meurt en trois jours, ce qui signifie la fermeture du golf et la mise au chômage technique des employés. Soyons positifs. Les golfs sont de véritables poumons verts au milieu des villes, des puits de carbone naturel qui offrent un havre pour la biodiversité... Nous avons à cœur de trouver des solutions innovantes pour créer des golfs durables et accompagner la transition énergétique. Et cela passe par de nombreuses mesures que nous mettons en place au quotidien telles que l'utilisation raisonnée de la ressource en eau, la modernisation de nos installations d'arrosage, la création de bassin de stockage. Mais ce n'est pas tout, notre démarche passe aussi par des engagements écoresponsables autour de la limitation des produits phytosanitaires et la préservation de la biodiversité.

Votre raison d'être vous présente aussi comme un groupe familial « engagé ». Jusqu'où doit aller l'engagement d'une entreprise ?

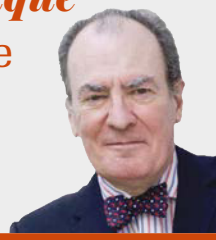
E. D. : Vous savez, les gens ne s'engagent plus sur grand-chose. Une de nos forces est par exemple de tenir parole. Pauline parlait de l'exigence. C'est notre façon de réussir. Nous mettons tout en œuvre pour positionner la qualité au cœur de notre stratégie en nous adaptant, en trouvant des solutions sur mesure et en innovant dans tous nos projets. Quant à la créativité, elle est inscrite dans notre ADN d'entrepreneur. On se doit de réinventer nos métiers et nos pratiques historiques, d'explorer de nouveaux territoires, de porter un regard critique et inventif sur notre quotidien, sur nos objectifs, sur nos trajectoires.

P. B. D. : Jusqu'où doit aller l'engagement ? Nous cherchons à faire au mieux partout. Mon père a très tôt tenu à féminiser les postes hiérarchiques. Nous avons ainsi accordé un congé de paternité avant même le vote de la loi. C'est aussi cela l'engagement dans l'entreprise.

Interview R.G.
@remigodeau

Lignes de fond Course à l'IA ou combat climatique : il faudra choisir

La chronique
de Philippe
Mudry



Le 15 mai, Microsoft a annoncé qu'entre 2020 et 2023 ses émissions de carbone ont bondi de 30%, du fait de ses seuls investissements en infrastructures destinées à l'IA. Or, Microsoft n'est pas seul candidat au leadership technologique universel. La conséquence ? Sauf révolution écologique dans la production des intrants nécessaires à l'IA, la ruée déclenchée par ChatGPT condamne à l'échec la transition climatique telle qu'aujourd'hui conçue.

Or, la prise de conscience de l'impactabilité présente des mutations technologiques et énergétiques n'est pas acquise. La tendance est au contraire à l'investissement illimité, par les entreprises et les Etats qui les soutiennent, pour assurer sa place dans le peloton de tête mondial de l'IA.

Les investissements annoncés par les seuls Amazon, Meta, Google et Microsoft dépassent 200 milliards de dollars pour cette année. Les Etats, tard venus dans la course, font de leur mieux pour soutenir la cause de leurs champions. Selon une note de la banque britannique Barclays citée par le *Financial Times*, sans même inclure les investissements chinois, l'effort à consentir par les pays riches pour ne pas décrocher du peloton pourrait dépasser rapidement 25 milliards de dollars.

Frénésie. Le chiffre pourrait d'ailleurs être sous-estimé. Dans un rapport récent sur le « Pilotage de l'innovation en IA aux Etats-Unis », le Sénat américain préconise ainsi un budget de R&D dédié de 32 milliards de dollars. Quant à l'Arabie saoudite, elle vient de doter un fonds dédié à l'IA de 40 milliards de dollars !

Cette frénésie n'est pas près de prendre fin, ne serait-ce que parce que les Etats savent que leur sécurité dépend déjà de leurs infrastructures dédiées à l'IA. Aussi les experts s'accordent-ils à penser que la demande présente en nouveaux centres de données pourrait multiplier celle des puces par au moins huit entre 2023 et 2027. Or, pour faire tourner ces cruciales infrastructures, il faut une énergie considérable. Au point que l'IA pourrait à elle seule peser jusqu'à 7,5% de la consommation totale d'électricité aux Etats-Unis en 2030.

Les champions de l'IA, bien conscients de la bataille écologique à livrer face à une opinion en alerte, jurent qu'ils privilégieront une électricité verte. Sam Altman a même révélé investir dans la technologie nucléaire de nouvelle génération. En attendant, pour faire tourner les installations présentes et à venir, c'est largement avec des énergies fossiles, plus ou moins décarbonées qu'il faudra travailler.

D'où les chiffres alarmants de Microsoft, qui montrent le défi lancé par la technologie au combat universel contre le réchauffement. Bien des pays, en pleine élaboration de leurs plans nationaux, le découvrent, ébahis. C'est dire la responsabilité qui incombera aux investisseurs mondiaux, par leurs choix d'investissements, quant à la durabilité du monde dont hériteront les générations futures.

@PhMudry

PIERRE CHIQUIEL

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSIION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique **Voyage en absurdie**

Israël et le Hezbollah se rapprochent d'une guerre totale au Sud-Liban

Après des mois d'escalade dans les hostilités entre l'Etat hébreu et le Hezbollah, les deux camps se rapprochent d'une guerre totale, accroissant la pression sur le gouvernement israélien pour qu'il sécurise sa frontière nord.

Le Hezbollah, organisation considérée comme terroriste par les Etats-Unis et étroitement liée à l'Iran, a ouvert un nouveau front pour l'Etat hébreu le 8 octobre, au lendemain du raid meurtrier du Hamas sur le territoire israélien qui a engendré la guerre actuelle à Gaza.

Le Hezbollah affirme que ses attaques ont pour but de soutenir les Palestiniens et que celles-ci ne s'arrêteront pas tant qu'Israël n'aura pas mis fin à la guerre dans la bande de Gaza. Réticent à ouvrir un second front, l'Etat hébreu a, dans un premier temps, réagi par des actes de représailles, en décidant toutefois de les modérer afin d'éviter de déclencher une guerre totale.

Mais ces dernières semaines, les deux camps ont indiqué que les hostilités sont brusquement montées d'un cran. Le Hezbollah a multiplié les attaques de drones et de roquettes, frappant d'importantes installations militaires israéliennes. De son côté, l'Etat hébreu a également intensifié ses tirs, ciblant des sites du Hezbollah dans la plaine de la Bekaa, au sud du Liban, ainsi que de hauts responsables militaires du mouvement.

En l'absence de cessez-le-feu à Gaza et de la conclusion ultérieure d'un accord avec le Hezbollah conforme aux exigences de Tel-Aviv, les responsables israéliens estiment qu'une offensive est inévitable.

Benny Gantz, ministre membre du cabinet de guerre israélien, a déclaré que son pays



SIPA PRESS

Un pompier israélien s'efforce d'éteindre un incendie dans une zone proche de Ramot Naftali, près de la frontière avec le Liban. Le Hezbollah, proche de l'Iran, multiplie les attaques de drones et de roquettes dans le nord de l'Etat hébreu.

ferait revenir les habitants dans le nord d'Israël d'ici au 1^{er} septembre – date de la rentrée scolaire – « soit grâce à un accord, soit par le biais d'une escalade ».

Des incendies déclenchés par des attaques de drones et de roquettes du Hezbollah se sont produits dans le nord d'Israël

depuis dimanche. Mardi matin, ils étaient en grande partie circonscrits et n'avaient fait que peu de blessés. Mais les images de ces feux ont poussé certains Israéliens à demander au gouvernement de passer à l'offensive après huit mois d'une guerre de basse intensité avec le Hezbol-

lah, qui a fait fuir plus de 60 000 Israéliens de leurs foyers.

« Ils mettent le feu ici, nous devons réduire en cendres tous les bastions du Hezbollah et les détruire. Nous devons faire la guerre », a déclaré Itamar Ben-Gvir, le très droitier ministre israélien de la Sécurité natio-

nale, lors d'une visite mardi à Kiryat Shmona. Touchée par les incendies, cette ville israélienne est largement dépeuplée en raison du conflit et des bombardements constants du Hezbollah depuis le Liban.

Les Etats-Unis et la France s'efforcent de tracer les grandes

lignes d'une résolution diplomatique du dossier, en faisant la navette entre Israël et le Liban depuis des mois.

Les pourparlers ont pour objectif de faire reculer les forces du Hezbollah à plus d'une dizaine de kilomètres du nord d'Israël, au

Lire GUERRE en page III

Cet empire financier opaque qui fait la fortune de Sam Altman

Sam Altman a un métier et un passe-temps, et c'est grâce au second qu'il pèse plusieurs milliards de dollars.

Directeur général et cofondateur d'OpenAI, l'homme de 39 ans dirige une start-up qui vaut 86 milliards de dollars et mène, grâce à l'intelligence artificielle (IA), une révolution technologique.

Affirmant qu'il ne veut pas que les sirènes de l'argent viennent corrompre le développement de l'IA, il ne détient pas un centime du capital de la maison mère de ChatGPT et se contente de 65 000 dollars de salaire par an.

En parallèle, c'est aussi l'un des investisseurs les plus prolifiques et les plus intraitables de la

Silicon Valley, à la tête d'un empire qui profite de plus en plus du succès d'OpenAI. Les holdings qu'il contrôle valent ainsi, d'après des documents publics et les informations du *Wall Street Journal*, au moins 2,8 milliards de dollars. La composition de leur portefeuille est globalement méconnue.

Selon M. Altman, ses fonds ont investi dans plus de 400 entreprises, dont des grands noms comme Stripe, Airbnb ou Reddit. Les holdings sont gérées par son family office et pèsent aussi lourd que certaines sociétés de capital-risque. Pour miser sur des start-up, M. Altman est allé voir JPMorgan Chase, banque dans laquelle il a depuis longtemps ses comptes personnels, qui lui a consenti un prêt qui a permis au bientôt quadragénaire de déverser des centaines de millions de dollars dans des jeunes pousses. Une stratégie rare dans le monde du venture capital parce qu'investir dans des start-up, c'est prendre un risque colossal puisqu'elles sont nombreuses à ne tenir que quelques

années avant de faire faillite. S'endetter à titre personnel, c'est donc un pari risqué.

De plus en plus de start-up de la galaxie Altman travaillent avec OpenAI, soit comme clientes soit comme partenaires : l'homme est donc en quelque sorte juge et partie, ce qui crée une longue liste de conflits d'intérêts potentiels puisque l'activité d'OpenAI pourrait lui profiter à titre individuel.

OpenAI négocie par exemple avec Helion, une start-up spécialisée dans l'énergie nucléaire et présidée par M. Altman ; si un accord est conclu, la première fournira à la seconde l'électricité dont elle a besoin pour ses data centers.

Fondée il y a onze ans, Helion veut construire des centrales à fusion nucléaire, une technologie encore au stade expérimental. M. Altman y a investi 375 millions de dollars en 2021, signant le plus gros chèque de sa carrière d'investisseur. L'an passé, elle a trouvé son tout premier client : Microsoft, qui est aussi le

Lire ALTMAN en page II

Les Américains n'ont jamais boursicoté avec autant de succès

Lynn Hogan et son mari se surnomment en plaisantant « les tortues » car ils ont investi méthodiquement pendant des dizaines d'années. Au milieu de la course contre l'inflation actuelle, qui rend les voyages plus onéreux et fait des tickets de caisse à 200 dollars une chose courante, ces enseignants presque totalement à la retraite font partie de ceux qui parviennent à suivre le rythme.

Les rendements d'investissements tranquilles, notamment les dividendes d'actions, ont permis à ce couple vivant près de Decatur, dans l'Alabama, d'aider une de leurs filles à faire des études de vétérinaire. « Pour eux », dit Mme Hogan de ses enfants adultes, « les prix sont bien davantage un sujet que pour nous. »

Pour Mme Hogan, l'inflation « n'a rien d'insupportable ».

L'augmentation des revenus de placements et de la fortune

des ménages coïncide avec un quasi-plein emploi et des salaires qui augmentent, ce qui permet à des millions d'Américains comme les Hogan de continuer à dépenser malgré la flambée des prix. Le comportement de l'économie lié à hausse des taux d'intérêt remplit comme jamais les poches des consommateurs, porte la valeur des actifs américains à des niveaux record et aide de nombreux hauts revenus à éviter les effets nuisibles de l'inflation.

Au premier trimestre, les Américains ont perçu 3 700 milliards de dollars d'intérêts et de dividendes à un taux annuel corrigé des variations saisonnières, selon le département américain du Commerce, soit environ 770 milliards de plus que quatre ans auparavant. Au

Lire AMÉRICAINS en page II

Edited from the original



SIPA PRESS

Directeur général d'OpenAI, Sam Altman est aussi l'un des investisseurs les plus prolifiques de la Silicon Valley.

GUERRE

Suite de la page 1

delà du fleuve Litani. Le déploiement de l'armée libanaise ou d'une force internationale dans la région pourrait contraindre les miliciens à quitter la zone frontalière, selon des diplomates au fait des tractations. Israël et le Liban pourraient également négocier leurs différends frontaliers préexistants.

Les responsables libanais n'ont pas immédiatement répondu à une demande de commentaire.

Le retrait des forces de la milice mettrait les localités israéliennes hors de portée des mis-

De nombreux Israéliens du nord du pays disent ne pas faire confiance au Hezbollah pour respecter un quelconque accord et préfèrent qu'Israël évacue les villages libanais proches de la frontière

siles antichars du Hezbollah et l'empêcherait de concrétiser sa vieille menace d'envahir et de conquérir le nord d'Israël.

De nombreux Israéliens du nord du pays considèrent néanmoins un cessez-le-feu insuffisant pour revenir chez eux.

Giora Zaltz, chef du district régional israélien situé à la frontière du Liban, explique que les deux principales préoccupations de ses administrés sont l'invasion de leur territoire par la force Radwan, une unité d'élite du Hezbollah – dans un

scénario similaire à l'assaut du Hamas le 7 octobre – et les missiles portatifs, qu'Israël ne peut pas facilement intercepter. Pour apaiser ces craintes, il faut faire reculer les troupes et les armes du Hezbollah de plusieurs kilomètres à l'intérieur du territoire libanais, ce qui, selon M. Zaltz, nécessite soit une solution diplomatique contraignante, soit une intervention militaire.

Sans cela, les citoyens ne retourneront pas chez eux. « La frontière se déplacera de plus en plus vers le sud », dit-il.

Le Hezbollah, qui est également un puissant parti politique au Liban, affirme qu'il n'acceptera aucun accord diplomatique avec Israël tant que la guerre à Gaza n'aura pas cessé. Malgré les nouvelles pressions exercées par Joe Biden en faveur d'un cessez-le-feu dans l'enclave, il reste d'importants obstacles à surmonter pour y parvenir, l'Etat hébreu ayant fait savoir qu'il poursuivra les combats avec une certaine intensité jusqu'à la fin de l'année.

Hassan Fadlallah, membre du groupe parlementaire du Hezbollah, souligne que le principal message derrière les opérations de son mouvement est qu'il est prêt à une guerre totale avec Israël et qu'il se battra sans aucune règle ni limite.

« Nous avons appelé à un cessez-le-feu à Gaza et nous n'avons pas l'intention d'élargir le conflit, mais si Netanyahu veut aller dans cette direction, ce ne sera pas une promenade de santé pour lui », poursuit-il, en évoquant le Premier ministre israélien.

De nombreux Israéliens du nord du pays disent ne pas faire confiance au Hezbollah pour respecter un quelconque accord et préfèrent qu'Israël évacue les villages libanais proches de la frontière, où vivent des combattants du Hezbollah qui pourraient revenir en se faisant passer pour des civils. Sans cela, ajoutent-ils, nombre de personnes ne retourneront pas chez elles.



SIPA PRESS

Le Hezbollah affirme que ses attaques contre Israël ont pour but de soutenir les Palestiniens et que celles-ci ne s'arrêteront pas tant que l'Etat hébreu continuera la guerre dans la bande de Gaza.

« Nous avons essayé l'approche diplomatique en 2006, déclare Nissan Ze'evi, qui habite dans une localité frontalière israélienne. Elle s'est soldée par un échec total. » Pour lui, seule une intervention militaire permettrait à sa famille de se sentir assez en sécurité pour regagner son logement.

Le Hezbollah est censé se désarmer et se tenir à distance de la frontière israélienne en vertu de la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée après la guerre contre Israël à l'été 2006.

Mais les autorités israéliennes affirment qu'au lieu de se retirer, le Hezbollah a accumulé un arsenal de plus de 150 000 roquettes et missiles, et que la

milice dispose de milliers de fantassins aguerris. De son côté, un responsable du Hezbollah soutient qu'Israël ne cesse de violer la résolution 1701 de l'ONU par des incursions aériennes, navales et terrestres sur le territoire libanais.

Plus de 100 000 Libanais ont été déplacés à cause des combats et beaucoup dépendent du soutien financier du Hezbollah. Najib Bajouk, habitant du village frontalier d'Aïta ach-Chab, a quitté les lieux en octobre à la suite des affrontements entre le Hezbollah et Israël. Il vit désormais à Tyr avec sa femme et ses trois enfants. « Ma maison a été complètement détruite par les frappes israéliennes, mais dès que le cessez-le-feu sera conclu,

j'ai l'intention d'y retourner et de la reconstruire », dit-il.

Lors d'une visite dans le nord d'Israël en mai, M. Netanyahu a déclaré que le pays avait prévu des surprises pour le Hezbollah.

Selon Chuck Freilich, ancien conseiller adjoint à la Sécurité nationale en Israël, le pays pourrait soit se contenter de repousser le Hezbollah au-delà du fleuve Litani, soit profiter de l'occasion pour désarmer la milice et éliminer la menace que représentent ses roquettes à courte portée, susceptibles de submerger les défenses anti-aériennes d'Israël. Quelle que soit l'option retenue, il est probable qu'elle déclenche une guerre totale qui entraînerait un « niveau de destruction sans précédent dans l'histoire d'Israël ».

Après environ huit mois de combats, le Hezbollah est toujours capable de déployer ses forces proches de la frontière avec l'Etat hébreu, selon ses besoins, d'après un officier de renseignement de l'armée de l'air israélienne.

Chaque camp a appris à connaître les faiblesses de l'autre, ajoute l'officier, mais s'efforce d'éviter toute manœuvre susceptible de déclencher un conflit à grande échelle.

« Des deux côtés, on se prépare et on se tient prêt au cas où quelque chose devait se produire », conclut-il.

Dov Lieber

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

AMÉRICAINS

Suite de la page 1

dernier trimestre de 2023, les avoirs détenus sous forme d'actions, de biens immobiliers et d'autres actifs comme des pensions ont atteint les niveaux les plus hauts jamais observés par la Réserve fédérale.

Ces gains historiques comportent tout de même un potentiel inconvenient. Le fait que les Américains pourront donc dépenser davantage en biens et en service « va compliquer la donne pour la Réserve fédérale en matière d'objectif d'inflation », explique James Marple, économiste à la TD Bank. Les données fédérales indiquent

que la croissance des salaires et de la richesse des Américains de ces dernières années concerne toutes les tranches de revenus. Les blancs, les riches, les diplômés et les baby-boomers se sont considérablement enrichis grâce à la possession d'actifs comme des maisons – souvent assorties d'hypothèques à faible taux d'intérêt – et des actions.

Nombre d'investisseurs pensaient que les taux d'intérêt plus élevés pèseraient sur le prix des actions en érodant la valeur actuelle accordée par Wall Street aux futurs bénéfices des entreprises.

A la place, la frénésie suscitée par l'intelligence artificielle a propulsé nombre de grands indices boursiers non loin de

leurs records en dopant les actions des entreprises technologiques, des fabricants de processeurs et même de celles des services publics. Si le S&P 500 a accusé une légère baisse la semaine dernière, Wall Street continue de parier sur une baisse de taux pour cette année qui pourrait entraîner une nouvelle hausse.

« Ça complique les choses », estime M. Marple de TD Bank.

Dans quelle mesure ce que l'on appelle l'effet de richesse généré par l'augmentation des prix des actifs encourage-t-il les consommateurs à dépenser ? Les économistes ne sont pas d'accord sur ce point, ni sur la durée pendant laquelle cet impact sera susceptible de dynamiser l'activité économique. Mais à une époque où les rendements obligataires sont plus élevés, beaucoup d'investissements d'Américains produisent des liquidités qui peuvent être réinjectées dans l'économie par le biais des restaurants, des hôtels et des magasins.

Victor Hernandez, commercial dans le domaine des nouvelles technologies dans le sud de la Californie, achète depuis ces derniers mois de plus en plus de bons du Trésor et de titres de créance de sociétés pour s'assurer des rendements sûrs. Les placements à revenus fixes constituent désormais environ un tiers de son portefeuille.

L'inflation a poussé cet homme de 55 ans et sa femme à freiner leur projet d'achat d'une nouvelle voiture et à repousser les travaux d'amélioration de leur patio et de leur jardin. Pourtant,

le couple n'a récemment pas hésité à acheter quatre nouveaux pneus à un de leurs fils. Ils ont prévu de voyager dans les Etats-Unis et aussi en Espagne. Lors de leurs réunions familiales, ils paient un traiteur.

De récents gains de ses actions et les revenus de ses obligations permettent à M. Hernandez d'être mieux placé pour réaliser son objectif de prendre sa retraite anticipée et d'aider ses deux fils à s'acheter un logement.

« Je ne vais pas emmener mon argent avec moi quand je mourrai », dit-il.

Les revenus qui affluent dans les poches d'Américains comme M. Hernandez ont fait naître un débat parmi certains

taires croissants. La dette qui n'a cessé de prendre de l'ampleur, associée à des taux d'intérêt qui n'ont jamais été aussi élevés en plus de vingt ans, a poussé les dépenses d'intérêts du gouvernement à un taux annuel corrigé des variations saisonnières à près de 1100 milliards de dollars, à en croire les chiffres du premier semestre fourni par le département du commerce.

Cela représente un revenu pour les entreprises riches en liquidités ou pour les Américains qui placent leur argent dans des fonds monétaires, où les rendements annuels de 5% peuvent réserver des surprises à cinq chiffres.

Pour Delores McKinley, comptable à la retraite qui habite à Fort Lauderdale, en Floride, les investissements à faible risque « restent là dans un coin, et quand je fais mes impôts, je me dis : "Oh, j'ai gagné tout ça." »

Selon Andy Constan, directeur général du cabinet de conseil en investissements Damped Spring Advisors, l'augmentation des rendements des obligations d'Etat a sans doute dopé les dépenses globales des Américains. Mais la Réserve fédérale ayant indiqué qu'il était peu probable qu'elle augmente encore ses taux d'intérêt, la croissance ce type de revenus devrait ralentir fortement.

Simultanément, la hausse des coûts d'emprunt affecte un plus grand nombre de petites entreprises qui ont besoin de prêts, de particuliers qui voudraient devenir propriétaires et d'Américains à faibles revenus

qui accumulent les dettes avec leurs cartes de crédit.

« A ce stade, ça penche bien davantage vers des taux d'intérêt élevés nuisant à l'économie », estime M. Constan.

Les gros épargnants comme Jane Bertani gardent des liquidités au cas où la lutte contre l'inflation menée par la Réserve fédérale se mettrait à fonctionner vraiment. « Si le marché dégringole, il faut avoir une solution de secours », explique cette ergothérapeute à la retraite de Minnetonka, dans le Minnesota.

Pour l'instant, Mme Bertani et son mari, dentiste à la retraite, jouent encore en Bourse par le biais de comptes individuels qu'ils dédient à des dépenses spécifiques, comme les impôts ou les voyages. Le couple, qui s'offre de temps en temps des burgers de Wagyu à 20 dollars dans un restaurant du voisinage, a récemment dépassé son budget mensuel prévu pour l'alimentation ; dépense supplémentaire que Mme Bertani impute à l'inflation.

Ils ont compensé cet écart grâce à un autre compte d'investissements destiné à leurs frais divers. « Quand on a besoin d'argent, on peut se tourner vers ce compte-là », rapporte Mme Bertani. « Je me rends compte que la plupart des gens n'ont pas le temps ou les ressources pour le faire. Nous, on a cette chance. »

David Uberti

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)

Edited from the original



SIPA PRESS

Une économie dynamique et l'augmentation du niveau de vie permet à certains Américains de continuer à dépenser presque sans compter.

ALTMAN

Suite de la page 1

plus gros investisseur d'OpenAI. M. Altman affirme qu'il ne participe pas aux négociations entre OpenAI et Helion, qui étaient jusque-là restées secrètes.

En mai, OpenAI a annoncé la conclusion d'un partenariat avec Reddit aux termes duquel la start-up rémunérera le spécialiste des groupes de discussion pour utiliser ses contenus dans ChatGPT et d'autres produits d'IA. M. Altman et les entités qu'il contrôle détiennent 7,6% du capital de Reddit, ce qui en fait le troisième actionnaire externe de l'entreprise, dont il a d'ailleurs brièvement été directeur général en 2014.

L'action Reddit a bondi de 10% après l'annonce, portant la valeur de la participation de M. Altman à 754 millions de dollars. Sur son blog, OpenAI a précisé que M. Altman n'avait pas participé aux négociations.

L'homme s'est récemment concentré sur des entreprises qui veulent profiter du boom de l'intelligence artificielle. Apex Security, par exemple, propose des solutions de cybersécurité aux entreprises qui utilisent des

La façon de faire de Sam Altman est un défi pour les pratiques traditionnelles de gouvernance d'entreprise

produits d'IA comme ChatGPT ; M. Altman y a investi l'été dernier un montant non communiqué. Il a également misé une somme inconnue sur Exowatt, une start-up spécialisée dans les besoins en énergie propre des data centers géants des fournisseurs d'IA.

S'exprimant par la voix de son porte-parole, M. Altman a refusé de commenter les conflits d'intérêts qui pourraient exister entre son activité chez OpenAI et ses investissements personnels.

M. Altman a « toujours respecté les politiques et fait preuve de transparence au sujet de ses investissements », a indiqué Bret Taylor, le président d'OpenAI.

« Sam se consacre pleinement à son mandat de directeur général, a-t-il ajouté. Nous traitons les éventuels conflits d'intérêts avec sérieux et faisons toujours passer OpenAI et notre mission avant tout. » « Notre comité d'audit indépendant étudie tous les conflits qui pourraient concerner les administrateurs et les directeurs afin que tout se passe pour le mieux pour OpenAI », a-t-il conclu. (News Corp, propriétaire

du *Wall Street Journal*, a conclu un partenariat avec OpenAI).

En règle générale, les entreprises cotées interdisent à leurs dirigeants de prendre des participations importantes dans d'autres sociétés de peur qu'ils soient tentés de conclure des contrats ou de nouer des partenariats qui favorisent les entités qu'ils détiennent. Et, même si le directeur général s'auto-exclut des négociations, les salariés peuvent se trouver dans une situation délicate s'ils négocient des accords défavorables aux intérêts financiers personnels de leur patron.

En novembre dernier, M. Altman a temporairement été écarté du conseil d'administration d'OpenAI, qui lui reprochait un manque de sincérité dans sa communication et son interminable liste de projets parallèles, tout en redoutant de possibles conflits d'intérêts. Il avait été réintégré peu après, à l'issue d'un bras de fer contre le conseil d'administration. Trois des quatre membres qui avaient voté en faveur de son limogeage avaient démissionné à sa réintégration. C'est à ce moment-là que M. Taylor avait été recruté.

Pour certains de ceux qui avaient voté en faveur de son départ, M. Altman leur donnait tellement peu d'informations sur ses participations qu'ils avaient de plus en plus de mal à savoir s'il pouvait ou non tirer profit des contrats conclus par OpenAI, ont confié au *WSJ* des sources proches du dossier.

UN EMPIRE FINANCIER

Le présent article a été écrit à partir d'entretiens avec plusieurs dizaines de fondateurs, investisseurs et proches de M. Altman, complétés par une analyse des documents déposés auprès des autorités.

M. Altman a commencé d'investir dans des start-up quand il dirigeait Loopt, un réseau social qu'il avait fondé peu avant d'abandonner ses études à Stanford, en 2005. Le jeune homme n'avait alors pas beaucoup d'argent en poche, mais il avait pu se rapprocher des jeunes pousses prometteuses grâce à son mentor Paul Graham, cofondateur de la très influente société de capital-risque Y Combinator, qui avait investi dans Loopt.

C'est son deuxième investissement qui a changé la donne. En 2009, M. Graham lui a présenté John et Patrick Collison, deux jeunes entrepreneurs irlandais qui avaient imaginé une société innovante de gestion des paiements baptisée Stripe. M. Altman avait investi 15 000 dollars en échange de 2% du capital.

Valorisé à 65 milliards de dollars, Stripe est aujourd'hui, après SpaceX et OpenAI, la troisième plus grosse start-up des Etats-Unis. M. Altman en détient désormais moins de 2%, mais cela reste son plus bel investissement à ce jour. L'an passé, Stripe a annoncé



CLARA MOKRI FOR THE WALL STREET JOURNAL

Des employés d'OpenAI à San Francisco. Plusieurs entreprises dans lesquelles Sam Altman a investi travaillent avec la maison mère de ChatGPT.

avoir conclu un accord avec OpenAI pour la commercialisation de sa technologie.

En 2012, M. Altman a cédé sa participation dans Loopt et utilisé les bénéfices pour créer son premier fonds de venture capital. Baptisé Hydrazine, un clin d'œil au composé chimique utilisé pour propulser les fusées, il comptait Peter Thiel, milliardaire et cofondateur de PayPal, comme principal investisseur externe. L'homme fait aussi partie des premiers mentors de M. Altman.

En 2014, M. Altman a pris la présidence de Y Combinator. Il avait alors investi dans quarante entreprises, affirmait-il sur son blog, précisant que la valorisation de cinq d'entre elles avait été multipliée par cent, voire plus.

Sa fortune personnelle a elle aussi grimpé en flèche. Aujourd'hui, il prend ses vacances dans la Napa Valley ou à Hawaï et possède une collection de voitures de sport, dont des Koenigsegg et des McLaren. En avril, lors d'un déplacement professionnel à Abou Dhabi, il s'est essayé avec son mari Oliver Mulherin à la conduite des GT4 sur le circuit de formule 1.

Fait inhabituel dans la Silicon Valley, où les patrons de sociétés de capital-risque n'ont généralement pas le droit de gérer leurs investissements quand ils sont nommés à la tête d'une autre entreprise, M. Altman a eu le droit de rester aux manettes d'Hydrazine quand il a dirigé Y Combinator. Une situation qui a fait fulminer les autres associés de Y Combinator, dont son président actuel Garry Tan, parce qu'on leur avait interdit, à eux, de continuer à gérer leurs fonds de venture capital, ont rapporté des sources proches du dossier. M. Tan n'a pas souhaité commenter.

Hydrazine a racheté une partie des parts de start-up détenues par M. Graham, une transaction qui a permis à M. Altman de devenir actionnaire d'une partie des étoiles montantes soutenues par Y Combinator. L'opération n'avait jamais été rendue publique.

En septembre 2014, Hydrazine a également investi 28 millions de dollars dans Reddit, une entreprise qui passionnait M. Altman depuis sa rencontre avec les fondateurs, en 2005, via Y Combinator. C'est M. Altman qui a géré le reste de la levée de fonds, qui a vu arriver des investisseurs allant de M. Thiel au rappeur Snoop Dogg, en passant par la société de capital-risque Andreessen Horowitz.

Il a ensuite rejoint le conseil d'administration et participé, l'année suivante, au recrutement de Steve Huffman, l'actuel directeur général du site de discussion. Au fil des années, M. Altman est peu à peu monté au capital de l'entreprise via des fonds et des holdings ; quand la start-up s'est introduite en Bourse en mars

dernier, sa participation valait 413 millions de dollars. Il n'en était plus administrateur, puisque Reddit avait annoncé son départ en janvier 2022.

Une chose est sûre : les fondateurs de start-up adorent sa franchise et sa détermination. Il prend régulièrement des décisions en quelques minutes, sans laisser à ses interlocuteurs le temps de finir leur présentation. « Sam est beaucoup plus passionné que la plupart des investisseurs, raconte ainsi Walker Williams, fondateur de Teespring, une start-up spécialisée dans le marketing social dans laquelle Hydrazine a investi. Il veut tout gagner à chaque fois : pour lui, la question était de savoir comme Teespring allait conquérir le monde. »

Pour Y Combinator, M. Altman choisissait des start-up dans des secteurs avancés, comme l'énergie ou la biotechnologie, expliquant que le modèle de financement des projets scientifiques ambitieux était catastrophique. Il y investissait aussi ses deniers personnels, poussant parfois son engagement jusqu'à demander un siège au conseil d'administration des sociétés les plus prometteuses. En 2014, il a fait entrer Helion dans l'incubateur de Y Combinator, tout en investissant aussi dans la start-up, dont il est devenu président l'année suivante.

Il en est l'un des plus fervents défenseurs. Pour lui, la fusion nucléaire est une innovation capable de sortir l'humanité de la crise climatique, mais aussi d'alimenter en électricité les modèles d'IA, dont l'entraînement engloutit des quantités astronomiques d'énergie. « Pour moi, Helion, c'est plus qu'un investissement, affirmait-il lors d'un entretien avec StrictlyVC l'an passé. C'est, avec OpenAI, un projet auquel je consacre énormément de temps. »

Dans le secteur de l'IA, M. Altman a également investi dans des start-up soutenues par Y Combinator, comme Cerebras Systems et Rain AI. Puis il a passé de plus en plus de temps à gérer OpenAI, l'organisation à but non lucratif qu'il avait fondée en 2015 avec Elon Musk. Résultat : en 2019, les associés de Y Combinator lui ont demandé de quitter l'entreprise, redoutant que ses projets personnels (OpenAI inclus) passent avant son mandat de président, rapportait à l'époque le *WSJ*.

DES INVESTISSEMENTS QUI RAPPORTENT

C'est après son départ de Y Combinator que M. Altman a accéléré le rythme de ses investissements.

En 2019, il a négocié une ligne de crédit avec JPMorgan, apportant son portefeuille de start-up en garantie par le biais d'une société à responsabilité limitée baptisée Altman HoldCo.

L'opération lui a permis, pour la première fois de sa vie,

de signer des chèques d'un montant comparable à ceux d'une grande société de capital-risque, mais aussi de moins dépendre d'Hydrazine, où il devait partager les bénéfices avec ses co-investisseurs. En 2022, peu après avoir investi des centaines de millions de dollars dans Helion, il a misé 180 millions de dollars sur Retro, un laboratoire qui planche sur l'allongement de l'espérance de vie. Il a aussi utilisé la ligne de crédit de JPMorgan pour cofonder avec son frère Max, en 2020, une nouvelle société de capital-risque baptisée Apollo Projects.

La façon de faire de M. Altman, dont l'essentiel du patrimoine provient de projets non liés à OpenAI, est un défi pour les pratiques traditionnelles de gouvernance d'entreprise, affirment avocats et capital-risqueurs. En règle générale, les fondateurs de start-up lient leur patrimoine à leur entreprise, ce qui les pousse à tout faire pour réussir. Rares sont ceux qui sont en mesure de gagner plus d'argent grâce à l'activité des partenaires qu'à celle de leur bébé.

Outre Helion, M. Altman a incité OpenAI à travailler avec au moins une autre start-up dans laquelle il avait investi : en 2019, la maison mère de ChatGPT a signé une lettre d'intention pour l'achat de puces d'IA à Rain AI, que M. Altman épaulait depuis un an. Montant en jeu : 51 millions de dollars. Le magazine *Wired* avait déjà rapporté cette information.

« Est-ce qu'il va pousser OpenAI à acheter ces entreprises très cher ? Va-t-il utiliser les ressources d'OpenAI pour aider ses autres projets ? C'est ce qu'on peut légitimement se demander, d'autant qu'il ne détient pas le moindre pour cent du capital d'OpenAI », souligne Louis Lehot, associé du cabinet d'avocats Foley and Lardner, où il conseille des start-up sur les questions de gouvernance.

Humane, qui fabrique un assistant virtuel portable baptisé Ai Pin, utilise par exemple le logiciel d'OpenAI. M. Altman y a investi en 2020. Les holdings qu'il contrôle détiennent 15% du capital, soit bien plus que les fondateurs de l'entreprise, Bethany Bongiorno et Imran Chaudhri, d'après un document déposé auprès de la Federal Communications Commission (FCC).

Selon le *WSJ*, M. Altman souhaiterait aussi créer son propre appareil utilisant l'IA avec Jony Ive, l'ancien responsable du design d'Apple. Il a également investi dans Limitless, une start-up qui propose un appareil qui se porte autour du cou et peut enregistrer et transcrire des conversations ; il utilise lui aussi le logiciel d'OpenAI.

Dan Siroker, le fondateur de Limitless, explique que M. Altman a investi dans son entreprise bien avant qu'elle n'utilise la technolo-

gie d'OpenAI. « Il est presque victime de son succès, affirme-t-il. Il a créé une entreprise incroyable, il a investi dans des gens géniaux : comment voulez-vous que ces génies n'aient pas fini par trouver un moyen d'intégrer OpenAI ? »

Chez OpenAI, la question des conflits d'intérêts est d'autant plus sensible que l'entreprise possède une filiale à but lucratif, qui a levé des milliards de dollars auprès de Microsoft mais reste dirigée par un conseil d'administration conçu pour une organisation à but non lucratif.

Elle est en train de refondre sa structure de gouvernance, mais n'a pas encore fait d'annonce en ce sens.

En mars 2023, Reid Hoffman, grand nom du venture capital et cofondateur d'Inflation IA, une concurrente d'OpenAI, a quitté le conseil d'administration d'OpenAI pour que personne ne puisse penser que lui et Greylock, sa société de capital-investissement, profitent des API vendues par OpenAI.

« Les API d'OpenAI jouant un rôle de plus en plus important dans la nouvelle vague d'applications d'IA, Greylock et moi allons investir dans des entreprises comme Tome et Coda, qui vont les utiliser, a-t-il écrit sur LinkedIn. C'est là que je me suis demandé si on pouvait penser que les choses avançaient différemment parce que je suis membre du conseil d'administration d'OpenAI. »

Dans un e-mail, il a expliqué qu'en vertu de son mandat chez Greylock, sa mission était d'optimiser la valeur de ses investissements, ce qui n'est pas du tout la même chose que celle de M. Altman en tant qu'investisseur.

En avril 2023, M. Altman a proposé d'écarter Adam D'Angelo, le directeur général de Quora, du conseil d'administration parce que le site de questions-réponses venait de se lancer dans le développement de son propre outil d'IA, baptisé Poe et également client d'OpenAI, ont révélé des sources proches du dossier. Les autres administrateurs avaient jugé que ce n'était pas nécessaire. Pour mémoire, M. D'Angelo est le seul des quatre administrateurs à avoir demandé le départ de M. Altman et à être resté au conseil après son retour.

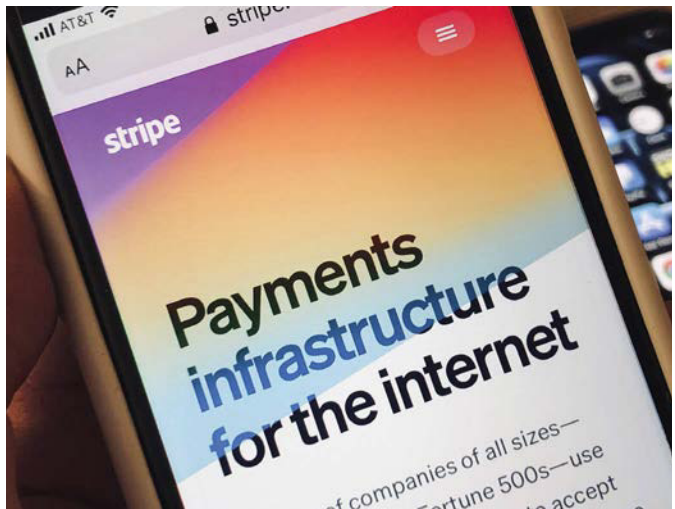
Parmi les dispositions adoptées à la suite de ce come-back figurent un renforcement de la politique relative aux conflits d'intérêts et la mise en place d'un comité d'audit indépendant qui étudie les conflits potentiels touchant des directeurs ou des administrateurs. Le conseil d'administration n'a pas donné de détails sur le contenu de la politique relative aux conflits d'intérêts.

S'il n'a pas évoqué en public les questions liées à ses activités extérieures, M. Altman a abordé le sujet des conflits d'intérêts en novembre, dans un post sur X, peu après son retour au conseil d'OpenAI.

Evokant M. D'Angelo et le développement de Poe, il disait : « Nous savons que, si OpenAI rencontre le succès escompté, elle sera en contact avec de très nombreux secteurs et aura des relations complexes avec de très nombreuses entités, ce qui pourra provoquer des conflits d'intérêts ». « Pour y faire face, c'est la transparence totale qui sera de mise, et c'est le conseil qui décidera de la suite à donner. »

**Berber Jin,
Tom Dotan
et Keach Hagey
Deepa Seetharaman
et Jim Oberman
ont contribué à cet article
(Traduit à partir de la
version originale en anglais
par Marion Issard)**

Edited from the original



Via ses fonds, Sam Altman a investi dans plus de 400 entreprises, dont des grands noms comme Stripe.

Abonnez-vous à l'Opinion

Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

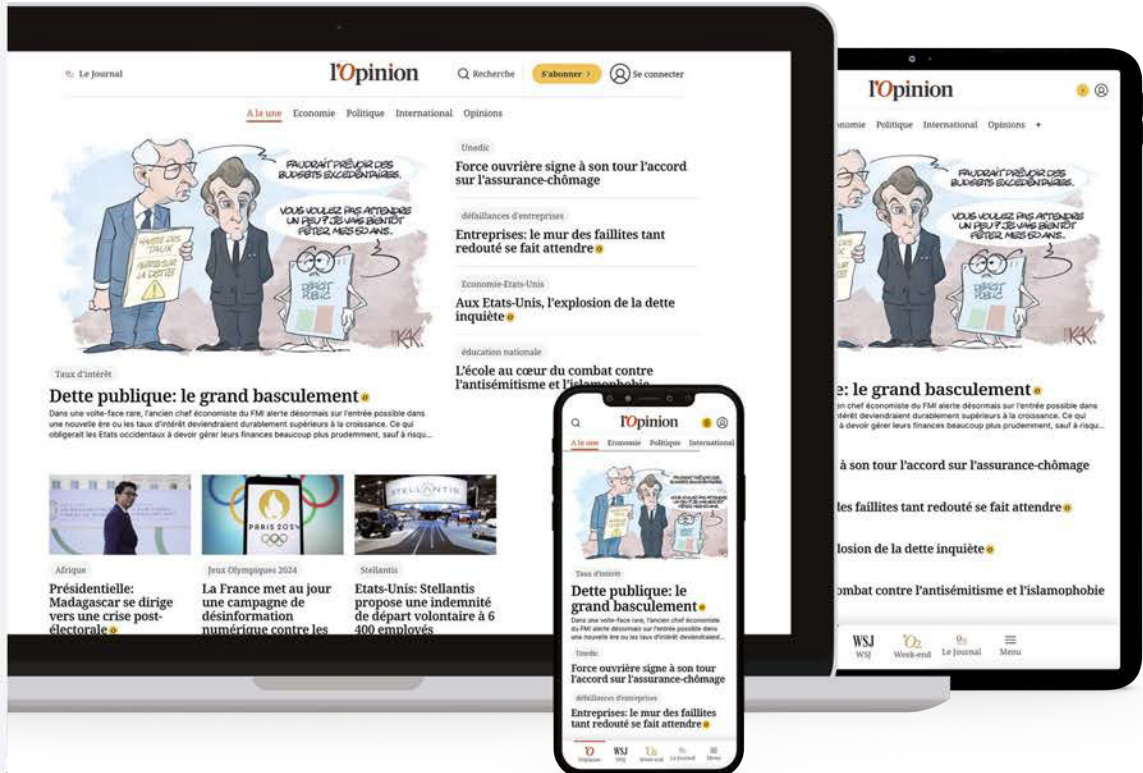
OFFRE INTÉGRALE

engagement : 3 mois

OFFRE
DÉCOUVERTE

69€^{TTC}
pour 3 mois

Le journal en version
papier et numérique



Les avantages de l'offre intégrale

- 1 | Le journal papier livré chez vous du lundi au vendredi
- 2 | L'accès au journal numérique dès 20h, la veille de sa parution
- 3 | Les articles réservés aux abonnés accessibles depuis le site ou l'application
- 4 | La sélection quotidienne des meilleurs articles de « The Wall Street Journal » en français + l'accès au site en illimité

FLASHEZ CE QR CODE
POUR VOUS ABONNER !



Offre valable jusqu'au 31/12/2024. Offre Intégrale au prix de 69€ pour 3 mois (engagement de 3 mois). Tarifs valables en France métropolitaine, pour une autre zone, téléphonez au 01 40 69 46 94. L'Opinion est une publication de BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET, 8 rue Bellini - 75116 Paris, au capital de 5 000 001 euros - RCS Paris 792 109 241. Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles et l'exercice de vos droits, veuillez lire les Conditions générales de ventes.